Vol 17 # 38 • Du 20 au 26 Mars 2024
Haiti 20 gdes/ USA $1.50/ France 2 euros/ Canada $2.00



HAÏTI LIBERTÉ

JUSTICE • VÉRITÉ • INDÉPENDANCE

1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162
Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com

ARIEL HENRY EST-IL UN PRISONNIER DE FACTO À FORT BUCHANAN?



Voir page 3

L'ancien Premier ministre Ariel Henry est retenu à la base américaine Fort Buchanan à Porto Rico

MOÏSE JEAN-CHARLES REJETTE LE CONSEIL PRÉSIDENTIEL DE LA CARICOM



Voir page 4

Selon Moïse Jean-Charles, ce qui se passe à la Caricom laisse penser que « la communauté occidentale veut une guerre civile en Haïti ».



Connaître l'ennemi pour reconstruire l'avenir du peuple…

Par Berthony Dupont

Si les veines du pays sont toujours ouvertes et le peuple haïtien continue de faire face à toutes sortes de tragédies, de souffrances et de catastrophes, une chose est certaine, il n'est pas voué au malheur.

Les calamités endurés, même les violentes faillites institutionnelles, les inégalités sociales les plus criantes, la dépendance totale, toutes ont été fixées à dessein qu'à travers les crimes les plus abjects des ingénieurs du chaos au service de l'ordre capitaliste depuis au temps du colonialisme triomphant elles nous exposent aux obstacles les plus difficiles à surmonter.

Tous ceux qui sont en train d'être victimes d'oppressions, d'exploitation et de conditions de vie dégradantes, comment ne pas penser à résister, à lutter constamment dans l'espoir de sortir dignement de ce carcan qui nous étouffe. Cette dégradation de la situation politique et économique est un fait que les autorités haïtiennes elles-mêmes, sans exception, et à tous les niveaux ne parviennent plus à masquer. Elles la cautionnent sans demi-mesure en agissant consciemment à l'encontre des intérêts du peuple.

Il y a des vérités amères qui ne sont pas très agréables à entendre surtout dans le débat actuel porté essentiellement sur le projet du Conseil présidentiel de transition de Washington via une de ses succursales dans la région, la CARICOM. Ce n'est qu'une parodie destinée à amadouer sinon aveugler les masses en souffrance.

Cette politique démagogique a d'ores et déjà et depuis longtemps fait faillite mais c'est encore cette mascarade que les avocats du système capitaliste nous proposent en tant qu'alternative de sortie de crise. Qui pis est, elle a été accueillie sous les applaudissements de la majorité des représentants de la classe politique traditionnelle qui s'obstine toujours à mépriser les droits du peuple haïtien. Certains pays sont justement mal placés pour donner des leçons de morale et de civisme politique.

La décision du parti Fanmi Lavalas, de l'Accord Montana et d'autres alliés des classes dominantes de se soumettre docilement, tête baissée aux diktats et au projet de Washington visant à liquider notre souveraineté doit être vue comme un acte de myopie politique conduisant des traitres à se tirer non pas une balle mais un obus dans le pied. Cette trahison d'endosser une prochaine occupation du pays n'est-elle pas incompatible avec les aspirations des masses travailleuses ? N'est-ce pas une pratique criminelle des ennemis du peuple haïtien ?

Si des courants politiques se désengagent et coïncident leurs luttes avec celles de l'ennemi du peuple, c'est bien un choix qu'ils ont fait, malgré la réprobation des masses populaires. C'est que leur état d'esprit face à l'aggravation de la situation socio-économique et politique ne touche pas les bornes du désarroi. Sinon, ils ne sont pas pleinement conscients de la gravité de la situation et du danger qu'elle comporte.

A ce stade, quel que soit l'angle sous lequel on considère la position actuelle de ces mouvements ou partis politiques parmi lesquels ceux qui ont fait vœu d'allégeance à l'impérialisme occidental, le peuple ne doit pas s'associer à ce complot. Il doit continuer selon ses moyens et ses capacités à poursuivre toujours sa lutte de libération nationale pour un changement fondamental. Car ce qui se passe dans le pays depuis la chute d'Ariel Henry est révélateur de l'état de notre humanité sans respect d'aucun principe.

Il a pour finalité de permettre aux puissances impérialistes de continuer à nous assujettir. Tout ramène à la décomposition d'un système aux abois qui, pour garantir les profits capitalistes, ne cesse de pressurer encore plus le peuple travailleur et sans aucune considération pour la jeunesse.

C'est une cassure entre la couche dirigeante et les masses défavorisées qui ne fait que s'approfondir davantage. Dès lors, la situation exige que les opprimés et les exploités s'unissent derrière les mots d'ordre de « *pouvoir populaire* ». *« Aucune réforme de ce système corrompu n'est acceptable, ni aujourd'hui, ni demain sous la direction de l'impérialisme ».*

A ce carrefour le peuple doit être prudent et vigilant. Il doit éviter de prendre langue avec ses traitres, car tous ceux-là qui légitiment l'inacceptable pour le maintien du régime corrompu et la poursuite du chaos, sauf pour satisfaire les appétits des défenseurs des capitalistes ne sont que ses ennemis.

La lutte pour le dégagement structurel à l'égard de l'impérialisme occidental est une nécessité absolue. Toute action collective, organisée pour bloquer la politique de misère et de décomposition du pays par des forces obscures internes et internationales serait bienvenue. Bien que les manœuvres évoquées par ces traitres ne soient pas solides, elles ne servent qu'à semer la confusion dans les esprits et jeter la population dans l'embarras.

Les forces ouvrières en lutte doivent elles-mêmes utilisé l'arme la plus adéquate pour éclairer et diriger la population de façon à détruire les arguments fallacieux des laquais au service des puissances dominantes. L'argument majeur est de changer de chapeau, de chemises, de voitures et de chauffeur, mais cela ne suffirait pas, si on ne change pas de routes à savoir rompre catégoriquement avec les pratiques de cette classe politique traditionnelle moribonde et la soumission aux exigences des puissances capitalistes exploitantes.

Le peuple aujourd'hui n'a qu'un seul atout pour regarder l'avenir avec confiance: de ne pas se laisser détourner de ses objectifs à savoir : identifier l'ennemi principal, transformer l'appareil d'état, briser tous les étaux du système capitaliste, reconstruire un pays, fier de sa liberté chèrement acquise.

Que la mobilisation unie dans les rues s'impose : aucun consensus n'est acceptable avec les puissances impérialistes. Aucun consensus avec nos ennemis de classe !

1583 Albany Ave
Brooklyn, NY 11210
Tel: 718-421-0162
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud
Port-au-Prince, Haiti

Email :
editor@haitiliberte.com

Website :
www.haitiliberte.com

DIRECTEUR
Berthony Dupont

RÉDACTEUR EN CHEF
Victoria T. H. Sylvain

RÉDACTION
Berthony Dupont
Wiener Kerns Fleurimond
Kim Ives
Guy Roumer

CORRESPONDANTS EN HAITI
Daniel Tercier
Bissainthe Anneseau

COLLABORATEURS
Marie-Célie Agnant
J. Fatal Piard
Catherine Charlemagne
Pierre L. Florestal
Yves Camille
Jacques Elie Leblanc
Claudel C. Loiseau
Henriot Dorcent
Dr. Antoine Fritz Pierre
Eddy Toussaint
Edmond Bertin
Robert Garoute
Jacques Nési
Ed Rainer
Elysée Luckner Vil

ADMINISTRATION
Marie Laurette Numa
Didier Leblanc

DISTRIBUTION: MIAMI
Pierre Baptiste
(786) 262-4457

COMPOSITION ET ARTS GRAPHIQUES
Mevlana Media Solutions Inc.
computertrusting@gmail.com

Ariel Henry est-il un prisonnier de facto à Fort Buchanan?



La base américaine Fort Buchanan à Porto Rico

Par Kim Ives

Ariel Henry, 74 ans, autrefois roi sur l'échiquier d'Haïti, est désormais devenu un pion des États-Unis dans leur tentative de plus en plus désespérée d'envoyer une force d'intervention par procuration dans cette nation rebelle des Caraïbes. C'est l'image qu'Haïti Liberté a reçue d'une source bien placée ayant un accès intime et une connaissance intime du gouvernement américain.

Washington cherche maintenant un moyen d'envoyer une « force de réaction rapide » en Haïti, et Ariel Henry reste l'une de leurs principales monnaies d'échange, selon notre source.

Après l'atterrissage de son avion affrété à Porto Rico le 5 mars, le Federal Bureau of Investigation (FBI) américain a interrogé Henry pendant trois jours, selon notre source. (En 48 heures, les États-Unis ont expulsé vers l'Égypte les quatre mercenaires égyptiens – précédemment identifiés à tort comme des Kenyans – qui servaient de garde-fous pour la sécurité d'Henry, a indiqué notre source.)

La première journée de l'interrogatoire du FBI a été consacrée à interroger Henry sur son rôle dans l'assassinat, le 7 juillet 2021, du président haïtien Jovenel Moïse, a indiqué notre source. Les deux jours restants se sont concentrés sur le paiement par Haïti, le 23 février 2024, de 500 millions de dollars au Venezuela pour rembourser le compte de prêt PetroCaribe de 2,3 milliards de dollars établi entre les deux pays en 2008.

Aux termes de l'accord, le Venezuela a annulé les 1,8 milliards de dollars restants qu'Haïti devait au pays.

L'accord a été négocié par Global Sovereign Advisory (GSA), basé à Paris et fondé par Anne-Laure Kiechel. Temir Porras, directeur général de GSA et agent principal pour l'Amérique latine, a négocié avec Henry.

Le FBI estime qu'Henry a reçu une commission occulte de 138 millions de dollars pour avoir négocié l'accord, a indiqué notre source.

En raison des conclusions du FBI, les agents des services secrets diplomatiques (DSS) qui s'occupaient d'Henry l'ont de facto assigné à résidence à Fort Buchanan de l'armée américaine à Guaynabo, à Porto Rico. Il est gardé par six agents et il est en mauvaise santé, il vomit même, selon l'un des professionnels de santé qui s'en occupent.

Il a été transféré à la base militaire depuis sa résidence d'origine à l'hôtel Isla Verde Marriot de San Juan, en partie pour interdire l'accès aux médias, a indiqué notre source.

Une deuxième source fiable s'est entretenue avec un haut responsable du Département d'État qui lui a déclaré que l'administration Biden ne voulait pas poursuivre Henry en justice, craignant que cela ne compromette la candidature de Biden à sa réélection en 2024. L'administration est extrêmement soucieuse de « stabiliser la situation » en Haïti, a déclaré le responsable.

Le Département d'État veut confier Henry à un nouveau gouvernement haïtien de son choix. Le secrétaire d'État américain Anthony Blinken a tenté de concocter une « commission présidentielle de transition » (CPT) en Jamaïque le 11 mars. Quelques dirigeants de la CARICOM, en particulier le président de Guyana Irfaan Ali et le Premier ministre jamaïcain Andrew Holness, ont accueilli et joué le rôle de la mascarade.

La formule de Blinken était un CPT composé de neuf membres, dont sept membres auraient le droit de vote, tandis que la « société civile » et le « secteur religieux » d'Haïti seraient des observateurs.

Les membres proposés sont :

1) le parti Pitit Desalin (Les Enfants de Dessalines) de l'ancien sénateur de la Famille Lavalas Moïse Jean-Charles. Le parti n'a proposé aucun représentant.

2) l'Accord de Montana, fondé le 30 août 2021, un groupe de groupes d'opposition libérale de la « société civile », de partis politiques, d'individus et d'« organisations de base ». Le Montana a proposé l'ancien gouverneur de la Banque centrale, Fritz Alphonse Jean.

3) EDE/RED, le parti Engagé pour le développement dirigé par l'ancien Premier ministre par intérim de Jovenel Moïse, Claude Joseph, et la plateforme de la Résistance démocratique regroupant une quarantaine de partis, dont Haïti en action (AAA) de l'ancien sénateur Youri Latortue et le Rassemblement des démocrates progressistes de l'ancienne candidate à la présidentielle Mirlande Manigat. (RNDP). EDE/RED a présenté Marie Ghislaine Mompremier, ancienne Ministre des Affaires Sociales en 2003 sous le Président Aristide et Ministre de la Femme en 2021 sous le Président Jovenel Moïse.

4) Le parti Fanmi Lavalas (Famille Lavalas) de l'ancien président Jean-Bertrand Aristide. Le représentant de Lavalas est l'architecte Leslie Voltaire.

5) Le Collectif du 30 janvier, une coalition de groupes disparates comme le MOPOD, l'UNIR de Clarence Renois, le LAPEH de l'ancien candidat à la présidentielle Jude Célestin, l'Organisation du peuple en lutte (OPL), Pitit Desalin et le GREH ainsi que la branche de l'ancien président Michel Martelly du Parti (PHTK), dirigé par Line Balthazar. Leur représentant est le chef de l'OPL, Edgar Leblanc.

6) L'Accord du 21 décembre, signé en 2022, regroupe les partis politiques et les organisations de la « société civile » créés par et alliés à Ariel Henry. Leur représentant est l'ancien sénateur Lavalas du département de la Grande Anse Louis Gérald Gilles.

7) Le secteur privé des entreprises, représenté par des alliances commerciales telles que l'Association du Tourisme d'Haïti (ATH), l'Association des Industries Haïtiennes (ADIH) et la Chambre de Commerce de l'Ouest (CCIO) et la Chambre de Commerce Américaine (AmCham – Haïti). Leur représentant est l'homme d'affaires Laurent Saint-Cyr, qui faisait auparavant partie de la troïka qui présidait le Haut Conseil de transition (HCT) d'Henry, créé le 21 décembre 2022.

8) Les deux membres observateurs du Conseil présidentiel de transition sont Pierre Jean Raymond André et René Jean-Jumeaux, désignés respectivement par des organisations de la société civile et le Rassemblement pour une entente nationale et souveraine (REN).

Aussi large que cela puisse paraître, la commission présidentielle de Blinken n'a absolument aucune chance de succès parce que Washington a exigé que ses membres soutiennent la résolution 2699 du Conseil de sécurité de l'ONU, qui approuve (mais ne supervise pas) une intervention militaire étrangère en Haïti appelée Mission multinationale de soutien à la sécurité (Mission multinationale de soutien à la sécurité). MSS). Le peuple haïtien rejette massivement le déploiement de cette force (actuellement prévue) dirigée par le Kenya et n'acceptera certainement aucun « conseil présidentiel de transition » qui l'approuverait.

En conséquence, la formule de Blinken est passée comme un ballon de plomb. *« Le projet du Conseil de transition d'Haïti semble s'effondrer après le rejet des partis politiques »*, a rapporté France 24 deux jours après le fiasco.

« Nous rejetons la proposition de la CARICOM », a déclaré avec véhémence Moïse Jean-Charles lors d'une conférence de presse donnée le 13 mars à Port-au-Prince. *« Nous avons renversé le gouvernement [d'Henry]. Est-il logique que nous nous asseyions maintenant à une table et négociions avec lui ? »*



Ariel Henry et Anthony Blinken

Deux semaines auparavant, l'alliance « *Tous ensemble pour sauver Haïti » (*Tèt Ansanm Pou Sove Ayiti) formée entre l'ancien sénateur Lavalas Moïse Jean-Charles et l'ancien sénateur élu et le leader du coup d'État de 2004 Guy Philippe avait proposé un conseil présidentiel de Guy Philippe (Président), l'ancien juge de la Cour de cassation Durin Junior Duret (Membre), et Françoise Saint-Vil Villier (Membre), présentés comme représentants des « secteurs religieux, féminin et universitaire » par la « *Proposition commune solidaire des Forces haïtiennes saines, patriotiques et progressistes pour une sortie urgente de la crise autour de la démission du Premier ministre Ariel Henry »*. Le document décrit la composition, le programme et les objectifs du gouvernement provisoire. La prestation de serment de ce conseil composé de trois membres serait imminente.

Malgré le sentiment quasi universel rejetant le CPT soutenu par le MSS, Blinken le défendait encore jusqu'au 15 mars.

« Il s'agissait d'un accord mené par les Haïtiens », a déclaré Blinken lors d'une conférence de presse en Autriche, reprenant le slogan de longue date de l'Accord du Montana et affirmant que le CPT « prendrait bientôt les commandes ».

« Chaque jour, ce processus se heurte à des défis – politiques, sécuritaires – et nous nous efforçons de les relever », a-t-il déclaré.

Malgré cette confiance feinte, le 19 mars, une réunion a eu lieu entre des responsables de la Division de l'hémisphère occidental du Département d'État dirigés par Brian Nichols, a indiqué notre source bien placée.

Conscients que le CPT était peut-être voué à l'échec et qu'ils faisaient une course contre la montre lors de la prestation de serment du Conseil provisoire Moïse/Philippe, les responsables ont joué avec l'idée de faire prêter serment à un juge – le nom évoqué était le juge Walther Wesser Voltaire, qui a récemment terminé son enquête sur le meurtre de Jovenel Moïse – pour agir en tant que leader intérimaire afin que Washington puisse déployer une force de réaction rapide sous le drapeau du MSS.

Une clé pour vendre le CPT ou un gouvernement intérimaire dirigé par un juge serait la livraison à Haïti pour jugement d'Ariel Henry, un agneau sacrificiel potentiel calculé pour apaiser la colère du peuple et vendre la clique de direction choisie par Washington.

Les récits de nos sources démentent un « haut responsable américain » anonyme qui a déclaré à Reuters que *« Henry était libre de rester à Porto Rico ou de voyager ailleurs »*.

Haïti Liberté a demandé confirmation ou commentaire sur notre histoire au FBI et au Département d'État. Au moment de mettre sous presse, le FBI n'avait pas répondu, mais le Département d'État l'avait fait.

« Ces affirmations sont fausses », a écrit le bureau de presse du département d'État. *« Nous décourageons le partage d'affirmations sensationnelles sur les réseaux sociaux avant de chercher d'abord une vérification auprès de sources crédibles. Nous vous renvoyons au Premier ministre Henry pour des mises à jour sur ses projets de voyage. »*

Haïti Liberté a ensuite appelé et laissé des SMS au Dr Ariel Henry à deux numéros de téléphone qu'il a déjà utilisés pour lui demander sa réponse ou pour nous contacter. Nous n'avons reçu aucune réponse au moment de mettre sous presse.

Si Washington ne parvient pas à installer son gouvernement fantoche de remplacement, il pourrait également chercher à courtiser le gouvernement provisoire apparemment anti-impérialiste et imminent de Moïse/Philippe.

Dans une interview accordée à Fox News, l'ancienne ambassadrice des États-Unis en Haïti, Pamela White, a déclaré qu'elle avait parlé à Philippe. *"C'est quelqu'un qui peut aider à résoudre la situation, et je pense que nous devrions nous occuper de lui"*, a-t-elle déclaré. *« Nous avons fait affaire avec les Duvalier pendant plus de 20 ans. Je pense que nous pourrions certainement nous occuper de Guy Philippe. Il est charismatique, il est brillant, il s'exprime clairement et de très nombreuses personnes le suivent.*

Le 19 mars, Haïti Liberté est parvenu à interviewer Jimmy Cherizier, chef et porte-parole de la coalition de groupes armés Viv Ansanm (Vivre ensemble) qui a effectivement chassé Ariel Henry du pouvoir après son départ pour le Kenya le 27 février.

« Nous ne sommes pas au courant et ne participons pas aux projets de prestation de serment du gouvernement provisoire proposés par la coalition de Guy Philippe et Moïse Jean-Charles », a déclaré Cherizier. « Cependant, nous n'avons aucun problème avec le conseil qui serait dirigé par Guy Philippe car nous nous battons pour les mêmes choses, nous avons la même vision de l'avenir d'Haïti et nous espérons qu'il gardera sa vision. Nous, au sein de « Vivre Ensemble », les groupes armés d'Haïti qui sont désormais tous unis, ne combattrons pas pour son projet d'installation, mais nous combattrons le Conseil présidentiel concocté la semaine dernière en Jamaïque par des gouvernements étrangers avec une bande de politiciens corrompus qui n'ont aucune âme patriotique… S'ils tentent de prendre le pouvoir, même avec le soutien des troupes étrangères, nous les combattrons jusqu'à la dernière goutte de notre sang dessalinien.»

Haïti Liberté a également demandé par téléphone à Guy Philippe s'il accepterait une intervention militaire étrangère d'une force comme le MSS si les États-Unis proposaient de livrer Ariel Henry en guise de geste de paix. *« Ariel Henry n'est pas le problème »* a répondu Philippe. *« Il n'est qu'un membre de l'équipe des méchants. Ces types essaient de reprendre le pouvoir pour pouvoir continuer à détruire Haïti. »*

Pressé de savoir s'il accepterait une intervention militaire étrangère, Philippe a répondu : *« Haïti est un pays souverain… Aucun patriote, aucun véritable Haïtien ne voudrait qu'une nation étrangère l'envahisse… Qu'ont apporté les interventions précédentes à Haïti ? Encore de la misère, du choléra, l'Ebola, du SIDA. Nous n'avons pas besoin d'une intervention militaire. Nous avons besoin d'aide… Nous n'avons pas besoin de soldats ici. La police et l'armée haïtiennes sont suffisantes et suffisamment entraînées pour mettre fin à cela… Elles viendront ici pour maintenir le statu quo et aider les riches. Ils viendront ici pour s'assurer que les pays riches continuent de voler tout ce que nous avons en Haïti. C'est pour cela qu'ils sont là. Pas pour nous… »*

On lui a demandé s'il pensait que le peuple haïtien pouvait arrêter l'intervention. *« Il n'y a pas d'arme plus puissante que la volonté du peuple. Si le peuple haïtien veut résister, nous résisterons ensemble. S'ils doivent nous tuer ensemble, ils nous tueront tous. Mais nous pouvons résister, et nous le ferons. Nous le ferons certainement. »*

En effet, si tout le reste échoue, Washington semble prêt à envoyer ses propres troupes : *« Le Commandement Sud des États-Unis (SOUTHCOM) est préparé avec un large éventail de plans d'urgence pour assurer la sûreté et la sécurité des citoyens américains en Haïti »*, a déclaré le SOUTHCOM dans un communiqué. .

Ariel Henry pourrait bientôt rejoindre les rangs d'autres anciens alliés des États-Unis qui ont été abandonnés ou trahis par Washington, comme Oussama Ben Laden, Saddam Hussein, Manuel Noriega et bien d'autres.

Comme l'aurait dit feu Henry Kissinger : *« Il peut être dangereux d'être l'ennemi de l'Amérique, mais être l'ami de l'Amérique est fatal. »*

Moïse Jean-Charles rejette le Conseil présidentiel de la Caricom


Conférence de presse du leader de Pitit Dessalines, Moïse Jean-Charles

Le leader de Pitit Dessalines, Moïse Jean-Charles, dit rejeter le conseil présidentiel de sept membres et deux observateurs proposé par la Caricom. *« La Caricom ne peut pas nous présenter un serpent à sept têtes »,* a-t-il critiqué. *« Je ne veux pas que la Caricom prolonge la crise »,* a déclaré Moïse Jean-Charles, avant d'appeler à la mobilisation populaire.

Moïse Jean-Charles « rejette » la proposition de la Caricom de créer un Conseil présidentiel composé de sept membres et deux observateurs. En conférence de presse ce mercredi, l'ancien parlementaire a exprimé ses points de désaccord concernant un tel projet et a affirmé qu'il s'accroche au Conseil présidentiel de trois membres qu'il a formé avec ses alliés.

« Nous avons eu une réunion avec les dirigeants de la Caricom le samedi 9 mars. Ce n'était pas une réunion pour s'attirer les faveurs. Nous révélons notre plan basé sur un Conseil présidentiel de trois membres approuvé par 150 partis politiques, 3 250 organisations populaires, paysannes et ouvrières. « Je leur ai dit que cet accord était un accord national non négociable », a rapporté l'ancien sénateur, avant d'exposer ses désaccords avec la proposition de la Caricom.

Moïse Jean-Charles dit ne pas comprendre la logique d'entamer des négociations avec les membres du gouvernement qu'ils ont renversé. « Nous ne sommes pas stupides. Nous renversons le gouvernement parce qu'il encourage les enlèvements, augmente le niveau d'insécurité, un gouvernement corrompu. Je ne comprends pas comment la Caricom peut proposer que nous nous asseyions avec les représentants de ce même gouvernement avec lequel nous avions refusé toute négociation », a d'abord critiqué le leader de Pitit Dessalines.

Moïse Jean-Charles pointe comme deuxième point de discorde dans la proposition de la Caricom, la présence d'un représentant du secteur économique dans ce Conseil Présidentiel. « *C'est la politique qui proposera des alternatives économiques, et non l'inverse. L'État est là pour réguler le système économique. Comment comprendre que c'est au système économique de régulariser l'État et de prendre le contrôle des entreprises ? Il y aura un conflit d'intérêts »*, a justifié Moïse Jean-Charles.

Alors que dans la proposition de la Caricom les représentants au Conseil Présidentiel doivent donner leur accord pour l'arrivée de la Mission Multinationale d'Appui à la Sécurité, Moïse Jean-Charles en profite pour rappeler que Pitit Dessalines continuera d'être cohérent avec sa position défavorable quant à l'arrivée de dite mission.

Quant aux neuf membres du Conseil présidentiel (sept membres votants et deux observateurs), Moïse Jean-Charles considère qu'il s'agit d'une sorte de gaspillage des ressources du pays, puisque chacun des membres aura son propre entourage, sa résidence privée, ses frais de déplacement, les salaires, entre autres...

« La Caricom ne peut pas nous présenter un serpent à sept têtes. Nous le rejetons», a déclaré l'ancien sénateur du Nord, avant de préciser qu'ils ne sont les ennemis de personne. « *Nous voulons qu'il reprenne ses esprits. Ce n'est pas possible. »*

Aux yeux de Moïse Jean-Charles, ce qui se passe à la Caricom laisse penser que « la communauté internationale veut une guerre civile en Haïti ». « Nous avons la maturité politique, nous ferons échouer ce projet. « Nous confierons le destin de notre pays à d'autres dirigeants pour faire avancer notre Conseil présidentiel composé de trois membres », a-t-il promis. Moïse Jean-Charles invite à la table de dialogue les autres dirigeants dont les noms sont mentionnés dans le projet CARICOM à l'exception des acteurs de l'Accord du 21 décembre et du secteur économique. *« Notre dignité est plus forte que les avantages personnels que peut nous offrir la proposition de la Caricom, à savoir les postes ministériels, les directions générales, les douanes [...]. Nous avons créé un bloc politique composé de 150 partis, dont Pitit Dessalines, Guy Philippe, Consortium de Jeantel Joseph, Saint Armant, Lapeh, Bouclier, Solution. Le Conseil présidentiel de trois membres que nous avons formé sera installé, que cela nous plaise ou non »*, a déclaré Moïse Jean-Charles.

Résumé latino-américain
14 mars 2024

La transition en Haïti est une opportunité de résoudre la crise sans intervention militaire, déclare un militant kenyan



Gacheke Gachihi, leader du Mathare Social Justice Center, un mouvement populaire situé dans la zone urbaine de Nairobi, capitale du Kenya

Par Leandro Melito

Des mouvements populaires s'opposent à l'engagement pris par le Kenya d'envoyer des policiers en Haïti

L'annonce de la démission du Premier ministre haïtien Ariel Henry a reconfiguré les pièces du conflit politique sur la solution à la crise haïtienne. Henry a annoncé son départ du gouvernement moins de deux semaines après avoir signé un accord de réciprocité avec le Kenya, pays qui a proposé de diriger la Mission multinationale de sécurité, autorisée par le Conseil de sécurité de l'ONU, et d'envoyer un millier de policiers en Haïti.

Avec la démission de Henry, le président kenyan Willian Ruto a suspendu le déploiement des troupes et a conditionné le respect de l'accord à la formation d'un nouveau gouvernement en Haïti. Gacheke Gachihi, leader du Mathare Social Justice Center, un mouvement populaire situé dans la zone urbaine de Nairobi, capitale du Kenya, voit la transition en Haïti comme une opportunité pour trouver une solution haïtienne à la crise, « loin de l'intervention militaire ». Il défend la nécessité d'une solution globale incluant les mouvements populaires d'Haïti et créant un leadership politique alternatif basé sur la justice sociale et les droits de l'homme.

Le Centre de Justice Sociale Mathare est en dialogue avec les mouvements populaires en Haïti pour rechercher une solution respectueuse de la souveraineté haïtienne, basée sur la solidarité. « Il s'agit d'une solidarité comme celle qu'Haïti avait avec les pays d'Afrique et d'Amérique latine pendant la Révolution haïtienne. C'est donc une excellente occasion pour nous de commencer maintenant à articuler une solution politique, loin de la solution militaire et policière, proposée par les forces de l'impérialisme, qui ont intérêt à piller les ressources et à poursuivre la déstabilisation. »

Accord pour envoyer des troupes

Fin février, Ariel Henry s'est rendu à Nairobi pour signer un « accord de réciprocité » avec le président du Kenya, Willian Ruto, dont les bases ont été posées à Washington, dans la deuxième semaine de février, par des délégations des deux pays avec la médiation des États-Unis. En l'absence d'Henry, des groupes armés en Haïti ont lancé une offensive majeure qui a rendu impossible son retour au pays.

« Les États-Unis et d'autres pays impérialistes ont vraiment beaucoup contribué à la crise et à la violence en Haïti. Le Premier ministre a démissionné après avoir conclu un accord avec le gouvernement kenyan, qui est un gouvernement réactionnaire », explique Gachihi. « Nous travaillons avec le Mouvement autochtone et panafricain des Caraïbes et avons également organisé une campagne au Kenya contre le déploiement de la police kenyane en Haïti. C'est pourquoi nous saluons la transition », déclare Gachihi.

Dans un communiqué publié fin janvier, les mouvements kenyans et caribéens opposés au déploiement de troupes affirment qu'une mission militaire dirigée par le Kenya en Haïti signifie « gâcher » le nom du mouvement panafricain, « qui cherche une émancipation complète » des Africains sur le continent et dans la diaspora, l'associant à l'attaque criminelle des États-Unis contre Haïti, qui vise justement à empêcher cette émancipation.

Les États-Unis ont annoncé un financement de 200 millions de dollars pour la mission, auxquels s'ajoutent 100 millions de dollars supplémentaires le 11 mars, tandis que les Bahamas, le Bangladesh, la Barbade, le Bénin et le Tchad ont officiellement notifié à l'ONU leur intention de fournir du personnel pour sa mise en œuvre.

Mais fin janvier, la Haute Cour du Kenya a déclaré inconstitutionnel le déploiement de personnel en Haïti et a statué que le Conseil de sécurité nationale du pays n'avait pas le pouvoir d'envoyer des policiers. Cette ordonnance constitue une prolongation des mesures provisoires émises par le tribunal en octobre, que le parlement kenyan a refusé d'autoriser la mission.

Édition: Rodrigo Durão Coelho
Brésil de Fato 16 mars 2024

Les « sauveurs » blancs du Core Group et les vendeurs de pays d'Haïti : À qui cette mise?



Les nègres de maison de la CARICOM, messagers des colons du « Core Group », ont transmis le message colonial à leurs collègues haïtiens qui devaient désigner les nouveaux nègres qui vont continuer de gérer l'entreprise coloniale pour le compte de ces malfaiteurs.

Par Wilner Predelus, PhD

« Faire honte aux chiens! » voici une expression qui saisit avec élégance la bassesse des politiciens sans vergogne qui se sont engouffrés dans des réunions interminables pour répondre à l'ultimatum de la CARICOM, une organisation pronégrière manipulée par les suprémacistes du « Core Group » colonial pour faire avancer leur agenda en Haïti. Comme le chante Keb, chanteur, compositeur et diseur haïtien : c'est bon pour Dessalines!

Ces nègres de la CARICOM qui ont mis leur énergie à humilier le peuple haïtien, avec la complicité de quelques chenapans antinationaux assoiffés de pouvoir, auraient encore aujourd'hui été enchainés dans les champs de coton et de cacao britanniques, si Dessalines n'avaient pas fait sa révolution. Dessalines avait offert à leurs ancêtres et ensuite à eux le droit de vivre en hommes et femmes libres. Aujourd'hui, en guise de reconnaissance aux descendants de Dessalines qui se battent contre les gangs armés par ces mêmes individus sans humanité qui avait enchainé et vendu leurs ancêtres comme des bêtes de somme, ils s'offrent en spectacle pour maintenir la mainmise coloniale sur le peuple d'Haïti. Les nègres de maison de la CARICOM, messagers des colons du « Core Group », ont transmis le message colonial à leurs collègues haïtiens qui devaient désigner les nouveaux nègres qui vont continuer de gérer l'entreprise coloniale pour le compte de ces malfaiteurs. Rien n'est laissé au hasard. Ces nègres ont transmis sans ambages le prix proposé par les « sauveurs blancs » du « Core Group » aux vendeurs haïtiens : vingt-quatre mois au pouvoir! En guise de garantie, les colons requièrent que les vendeurs haïtiens acceptent sans condition la souillure de la terre de Dessalines par des forces d'occupation étrangères, question de sécuriser leurs actifs.

Après avoir constaté la manière dont les suprémacistes blancs du « Core Group » ont remercié un nègre zélé comme Ariel Henry qui avait pourtant travaillé avec passion pour mettre le pays à genoux afin de faire progresser le plan colonial, on aurait cru que ces suprémacistes allaient avoir de la difficulté à recruter de nouveaux nègres en Haïti. Pourtant, malgré l'imposition de certains critères restrictifs, comme l'absence d'un casier judiciaire ou d'accusations criminelles en suspens, les traitres se sont bousculés pour répondre à l'appel des colons. Comme dans la période « coloniale prérévolutionnaire », ils ont fait la queue pour offrir leurs précieux services aux colons en vue de collaborer fidèlement avec les gangs pour chasser les enfants d'Haïti de la terre de leurs ancêtres et livrer les ressources du pays aux multinationales des pays occupants.

D'ailleurs, dans quel pays au monde, à part les États-Unis, a-t-on besoin de préciser que des criminels ou même des gens accusés de crimes ne sont pas qualifiés pour occuper des fonctions « officielles »? Malgré tout, tous ceux faisant partie de cette catégorie avaient répondu à l'appel. Voilà une preuve flagrante que nous assimilons le comportement de ceux qui nous ont fouillé cette fosse commune pour nous enterrer avec une bible en main. En effet, comme c'est le cas chez notre armurier, tous les bandits haïtiens qui le désirent ont accès à des armes de guerre, et ils n'ont aucun problème à les utiliser pour massacrer les Noirs la nuit comme le jour. Alors qu'en Ukraine, ils arment les Ukrainiens pour se battre contre les soldats russes, en Haïti ils dressent des politiciens madrés pour collaborer avec les gangsters afin de massacrer les Haïtiens.

Combien a-t-on eu de massacres faux ou vrais sous le régime de Jovenel Moïse, alors que les forces d'occupation des Nations-Unies violaient nos enfants sur les plus belles plages du pays? Combien de gangs et d'associations de gangs qui ont été créés en Haïti par l'ancienne opposition que dirigeait le Secteur Démocratique Populaire (SDP), de André Michel, Nenel Cassis, Marjorie Michel et Ricard Pierre sous le regard passif, voire complice, des forces d'occupation onusiennes. On se rappelle même que Helen La Lime, diplomate états-unienne et alors représentante des Nations-Unies en Haïti, s'était félicitée de la fédération de plusieurs gangs sous l'appellation « G9 en famille ».

Pour l'histoire, on doit se rappeler que cette spirale de violence a commencé avec la prise du contrôle du pays par les forces d'occupation du « Core Group » en 2004. Avant d'atteindre le point culminant qu'ils utilisent aujourd'hui pour prouver la thèse suprémaciste voulant que les nègres sont incapables de se gouverner eux-mêmes, les membres de ce « syndicat » avaient déjà nommé trois gouvernements fantoches dont la mission avérée était sans doute de créer des incubateurs de gangs dans le pays. On se rappelle l'acharnement de Bill Clinton et de sa femme Hilary, aidé d'Edmond Mulet, alors représentant des Nations-Unies en Haïti, pour nommer Michel Martelly, un gangster invétéré, à la tête du pays. Ainsi, de l'arrivée de Michel Martelly au débarquement en haute mer du capitaine Ariel Henry par ses maîtres colons, les femmes et les enfants d'Haïti ont fait des expérience de violences si inhumaines et si dégradantes qu'ils ont honte de les raconter. Mais, voyant combien ceux qui veulent nous diriger sont bêtes, ils supposent que le peuple haïtien est tout aussi bête. Alors, ils continuent avec le même discours qu'ils racontaient à nos ancêtres pour leur faire dormir sur les bateaux négriers et oublier la misère infrahumaine à laquelle ils étaient soumis pour dire qu'ils sont en train de nous aider.

En fait d'aide, les colons n'en ont pas deux formes. L'aide qu'ils donnent aux Congolais de la RDC et qui fait déjà plus de vingt millions de morts, c'est la même qu'ils donnent aux Soudanais (du Sud et du Nord), aux Iraquiens, aux Syriens, aux Libyens, aux Ukrainien etc. Après avoir vécu leurs propres expériences de violence, les Maliens, les Nigériens, et les Burkinabè l'ont vomie, et ceux-là qui aident sans compter sont en maudit (comme dit le Québécois). Sans aller trop loin, cette aide, grâce à la complicité de nos « dirigeants-poubelles », nous la recevons depuis très longtemps, mais le débit s'est intensifié en 2004 pour nous donner le pays que nous avons aujourd'hui. Un pays où les universités sont investies par les gangs et où les écoles sont regorgées de familles en proie au régime de violence imposé par ces gangs et leurs sponsors.

Peuple haïtien! Vous ne pouvez pas compter sur ces politiciens qui se précipitent comme des rats écervelés pour demander à intégrer un gouvernement colonial dont la seule mission est de veiller à vous maintenir dans la crasse et le sous-développement. Il revient donc à vous et à vous seul de prendre les choses en main pour changer votre destin et offrir un pays viable où vos enfants peuvent vivre sans peur de se faire égorger par des gangsters téléguidés et armés par les soi-disant gérants de la démocratie du monde. Ce qui se fait actuellement dans le pays se fait sans vous, et par conséquent, contre vous. Nos ancêtres n'avaient pas fait la révolution anticoloniale et anti-esclavagiste pour que vos dirigeants soient désignés par des étrangers, avec la collaboration de quelques chenapans locaux qui sont prêts à coucher avec le Diable pour obtenir le pouvoir. Il est inacceptable, d'ailleurs, que des personnes appelées à diriger votre destin soit désignées à votre insu à l'étranger et par des étrangers qui ont toujours nié votre droit à l'autodétermination. Je suggère d'ailleurs qu'on établisse un registre pour inscrire les noms de tous ceux-là qui ont participé à cette mascarade afin de les juger pour trahison à la nation, lorsque vous en avez l'opportunité.

Maintenant, Mesdames et Messieurs les colons du « Core Group », permettez-moi de vous dire que votre association en Haïti est illégale sur le plan du Droit. En effet, aux yeux du Droit international public, vous ne formez qu'une association de malfaiteurs, et je crois que le peuple haïtien, lorsqu'il aura un leader, pourra réunir assez de preuve pour vous attaquer en justice. Le peuple haïtien ne vous a jamais invités à venir mettre vos nez dans ses affaires.

D'ailleurs, comme vous devez le savoir, le peuple haïtien n'a rien à foutre de votre aide. Vous aurez beau le plier, mais les Haïtiens ne briseront pas. Réparez les crimes que vous avez commis dans le pays et sacrez votre camp!

Wilner Predelus, PhD

2004-2024 : Kot nouvo kontra sosyal la ?



Gwoup 184 ak chèf li Andy Apaid

J. Fatal Piard

Si w koute grenn pete
K pe sot nan dèye ti mal
W ka ba l pote pil chay
L pap janm ka pote.

Pwovèb Ayisyen

Tande wi mezanmi !!!! Aspirasyon ak angajman li pran anndan Nouvo Kontra Sosyal la jan sa di nan Lakayè jou ki te 13 novanm 2005 lan ap rive reyalize apre yon batay manch long. Gen yon pledwaye k ap fèt sou plizyè lane aprè lansman ofisyèl Nouvo Kontra Sosyal la. Pledwaye sa a pral genyen twa gwo aks : yon kanpay enfòmasyon djanm, yon pwogram ledikasyon ak pwomosyon tout tan bò kote Palman an, ak tout enstans k ap pran desizyon.

Travay sa a ap mande pou kontinye ak ranfòse òganizasyon anndan sosyete sivil la pou fè yo gen kapasite pou yo toujou rete yon fòs k ap fè pwopozisyon ak presyon. Nou menm sitwayèn, sitwayen nou detèmine pou n mennen tout demach ki nesesè pou nou rive konstwi yon nasyon demokratik, pwospè, solidè, nou kwè ak tout fòs nou nan yon dyalòg sanrete se yon zouti enpòtan pou pèmèt nou rive jwenn objektif sa a yo.

Nou ofri Nouvo Kontra Sosyal sa a tankou yon enstriman siyifikatif bay tout moun ki kwè nan chanjman. Li enpòtan anpil pou m fè nou konnen, se nan mwens pase 10 paj manm oligak sa a yo jwenn mwayen pou yo ekri tout yon pwojè sosyete yo te rele « Nouvo Kontra Sosyal ». Men kouman yo koumanse dokiman sannannan sa a. Nou santi nou fyè epi n ap toujou sonje. Menmjan ak Lèzetazini nan lane 1776, menm jan ak Lafrans, nan lane 1789, Ayiti an 1804.

Tout peyi sa yo te pote yon kontribisyon enpòtan nan listwa modèn nan. Zansèt nou yo te pèmèt pwogrè fèt nan lideyal libète ak egalite, epi yo te batay jouk yo te fè rekonèt prensip egalite ant tout pèp sou latè pou premye fwa nan listwa. Nou rekonèt sa. Malgre gwo lit ewoyik nou te mennen sanrete, malgre gwo viktwa nou te ranpòte, nou pa janm rive mete kanpe bon jan estrikti ak enstitosyon pou popilasyon an ekzèse dwa sitwayen l kòmsadwa. Nouvo Kontra Sosyal konstitiye deja yon menm vizyon ak yon menm volonte pou bati yon nouvo fason pou nou tout rive « **Viv Ansanm** ». Hmmmmm !

Jwif yo debake

Gen yon bèl pwovèb lakay ki di ranmye pa janm pou yo ka jwenn ti oksijèn konn sot jis nan fon bwa pou vin bat pijon pou mete l dèyò nan kalòj li. Se ekzaktemen sa k pase ak koze Jwif, Siryen, Libanè, Palestinyen ak rès Arab sa a yo ki se moun dlo afè pa bon pote vin chwe pa bò isit.



Kèk ansyen Gnbis: Apaid, Kplim, Paul Denis

Enben se konsa gang sa a yo bay pou mafya Siwolibanè yo fè tout konfyolo pou kouri dèyè Ayisyen fè yo al chwe nan tout lòt peyi. Nou pa kab bliye ant 1991 ak 2004 yo mare sosis yo ak malfèktè nan lentènasyonal yo pou bay Titid 2 panzou.

Se depi nan lane 1830 kolonn Jwif yo te debake pa bò isit pa bann ak pa pakèt vin monte tant yo. Anplis pil Jwif ras Zezi sa a yo se move plan move lawnon tou menm nan pwòp peyi yo kote kòd lonbrik yo antere, Jwif rayisab parèy yo pa vle wè yo. Gen anpil nan yo zafè yo tèlman pat bon nan yon bann peyi nan mwayen Oryan tankou Polòy, Siri, Ejip, Liban kote pèp sa a yo te lage koukouwouj nan dengonn Jwif move lawon sa a yo ki te fè yo bijo lage pye yo.

Anplis yo pat gen okenn byen, men yo pat gen tan pran anyen ditou. Se sa k esplike se ak yon bwat katon ou byen ak yon malèt an tòl santi aran sò ki gen kèk ranyon debachi san fwa ni lwa sa a yo te debake an chango nan Kwa Bosal. Se sa k fè yo rele yo bwat nan do Jwiferan paske okenn lòt peyi pat vle resevwa yo. Sa w tande a piti piti pote boure nan tout domèn nèt, nan tout sektè nèt. Yo to fè baz yo nan bodmè a. Depi lè sa a yo foure pwent nen yo nan tout bagay nèt pou yo ranmase mago.

Siryen ak Libanè yo rive

Sonje se nan lane 1830, Jwif yo ki te nan gwo pwoblèm nan tout lòt peyi kote yo te ye te bijo lage pye yo. Nan pran pòz pap bon kè l, prezidan nan epòk la Lwi Ejèn Wa te pran anpil pitye pou yo. Oo sa w tande a yo koumanse konprann pou yo dechouke elit milat ak ti wouj nan oligachi feodal ki te la anvan yo a. Depi se trafik kokayin, trafik ògan, kontrebann, antreprenè politik, trafik enfliyans, trafik kadav, trafik viza, tout dosye sa a yo se gwo mistè nan dyakout kò mafya Siwo Libanè yo.

Yon demi syèk apre Jwif yo se te tou pa Siryen yo pou yo debake pa bò isit vin pran piyay 13 jen. Fòk nou raple mafya Jwif move lawon ak mafya Siryen ak Libanè yo pou yo met tèt ansanm pou yo fè Ayiti tounen paradi pou yo e lanfè pou pwòp pitit tè a. Men yon senp ekzanp volim mechanste teworis sa a yo. Yo tèlman san zantray Prezidan Sensinatis Lekont te konnnen rejiman vòlò yo byen apati bragèt fresi yo yo. Y tèlman maton nan vòlò ak nan aktivite dechèpiyay li te rele yo papa chat.

Lekont ki pat konn nan benyen kache twou lonbrik pat kache di yo kou l monte kòm prezidan premye mezi l ap pran se pouse do yo fòse yo retounen kote yo te soti a. Se te vre ? Vèkèlè ???? Enben se konsa nan plen lannwit 7 pou louvri 8 dawout 1912 tout moun Pòtoprens te rete yo tande yon gwo gwo boum peta. Ki sa l te ye dapre nou ? Se palè a ki te sote ak tout Lekont ak tout moun ki te anndan l. Enben eksplozyon sa a se te zèv teworis tou limen yo bay pou Siryen sa a yo. San kòmantè !

Mak fabrik 184/GNB

Pi devan 2 kò mafya sa a yo pral mare sosis yo ak tout lòt nasyonalite yo tankou Jwif eran Palestinyen, Franse, Meriken, Kanadyen ki te gen tan tabli sou zile a anvan yo epi ak oligak milat endijèn pitit kolon yo ak Afranchi yo pou yo lage Ayiti nan fon katchoubwoumbe n wè l ye jounen jodi a. An jiyè 1938, prezidan meriken Franklen Delano Wouzvèl konvoke yon konferans ant yon bann gouvènman nan vil fransè yo rele Evyan pou kore Jwif yo.

Gouvènman Ayisyen nan epòk sa Estenyo Jòzèf Vensan te dakò pou l bay 50.000 Jwif konsa azil paske nonm Itlè a te lage san fren nan dengwenn yo tout jounen tout lannwit ap plede pèsekite yo. Ant 1880 ak 1890 yo konsa yon bann Arab pami yo Siryen ak Libanè koumanse rive an Ayiti. Yo t ap kouri pou pèp Tik la yo rele Anpi Otoman an yo ki t ap ratibwaze yo pou yo fè dap piyanp sou tè yo ak richès yo. Depi lè w tande Jwif Siryen ak Libanè fin mare sosis yo ansanm sa w tande a mizè ak kalamite Ayiti koumanse.

« ***Bwèt nan do*** » « Ou byen « ***Arab manje koulèv*** ». Se konsa yo te konn fawouche yo tout jounen. An 1903, Gouvènman Nò Aleksi te fè vote yon lwa ki te mete piga pou Siryen yo pat fè komès nan peyi a. Men jou ale menm jan gen jou ki vini gouvènman Franswa Divalye te vin ba kalib mafya sa a yo baryè lib pou yo fè sa yo pi pito nan peyi a. Men se te pi bon fason pou l te takle boujwa milat la ak lòt lòt wouj yo ki te soti pou ba l panzou ak lòt move kou nan do.

N sonje istwa Jimèl, Dejwa, Sansarik, Dwen ak Vildwen pil lòt masak Divalye te fè sou milat yo ak ti wouj yo nan Jeremi tankou sa k te rele Vèp Jeremi nan lane 1963. Jounen jodi a Siryen yo piplis pase tout lòt pèp ki kouri vin nan kanpe lwen pa bò isit. Yo soti nan vann pèpè odeyid ak tout kalib fatra k sot nan peyi Bwadenn, se yo ki gen monopòl nan komès la nèt. Se sa k fè kanmarad Benn te konn rele yo boujwazi konpradò. Yo pa janm kreye okenn antrepriz ni endistri lokal.

Yon maton sèlman nan achte fatra ak pèpè nan lòt peyi vin revann isit pou milyon. Ou byen yo gen izin soutretans, ki vle di yo ka resevwa pil pyès elektwonik ki sot nan tout lòt peyi epi yo kole yo ou byen vise yo ansanm voye retounen bay mèt yo pou yo ka vann. Konsa tou yo ka resevwa yon bann moso twèl ak lòt kalte ranyon epi koud yo ansanm pou fè pantalon, chemiz, mayo, chòt elatriye pou fè Enben piga n sezi lè m di n eskonbrit ki te fèt 8 jiyè 2018 sou prezidan Jòvnèl se te rezilta gwo zizanni ant yo menm ak milat ak ti wouj yo pou wè kiyès ki ka gen kontwòl sektè labank ak sektè enèji a ki nan men kolon endijèn yo.

Pati politik Respè

Jwif, Siryen, Libanè, yo rantre kòm imigre ak bwèt nan do. Yo pase nan machann pèpè ak fatra. Apre yo vin gwo negosyan. Pou jis tout ekonomi an chita nan 2 pla men yo. Se sa ki esplike se yon menm ki gen bouton pou yo monte volim lavichè a jan yo pi pitto. Yo tèlman anraje yo louvri mezon transfè pou yo ranmase 2 grenn dola pitit mas pòv yo voye pou fanmi yo. Anplis yo nan diplomasi tou paske pi fò nan yo se konsil onorè. E se nan Konsila a biznis yo an toujou ye. Sa vle di depi kontribisyon al mande yo taks se deja yon aksidan diplomatik.

Pòs konsil norè sa a fè yo gen baryè lib pou yo vann viza ak tout rezidans. Lè yo twouve sa pa ase toujou yo rantre byen fon nan politik la depi 2004. Lontan se te an kachèt yo te konn fè ti jandam bay prezidan panzou pou yo. Jounenjodi a yo òganize yo an pati politik ki rele 184/GNB/Respè. Li pa gen menm 1 douzèn mouch. Men KEP a bijo ba yo milyon pou Bekè gagote chak fwa gen eleksyon. Kòm moun sa a yo pa janm ka òganize anyen serye nan peyi a, Respè a vin san respè pou tèt li.

Gen yon kote k rive mèt kay nonm Chal Anri Bekè te lwe nan Pako a te bijo bwote tout batanklan yo te gen anndan an voye nan lari a. Sa w tande a se te gwo gwo espektak piblik. Paske nonm Bekè a pat ko peye lwaye a depi plis pase 15 lane, epòk 184/GNB te resevwa milyon nan men blan pou krache sou 2004 Apèd pat konn voye wòch kache men. L pat kon pè deklare se ajan blan l ye menm jan ak Lanbè k rekonèt nan radio l gen 25 lane pe fè tyoul blan nan plede mare gwo konplo pou kraze peyi a.

GNB = Gran Nèg Bandi

Lè Mouvman Teworis Entènasyonal sa te fèk koumanse an 2001 yo te batize l GNB. Ki vle di Grenn Nan Bouda. Fòk nou di 1 klè tout moun konn ki sa k toujou soti nan bouda. Yon mouvman ki soti nan refleksyon ki fèt nan bouda oligak pouriti sa a pa ka lòt bagay ke poupou sèlman. Youn nan pi gwo reyalizasyon Titid fè pandan 2zyèm manda l la se rive fè Jwif, Siryen Libanè, Milat ti wouj ak zentèlèktyèl krèm poupou sa a yo pase 3 lane 2001-2004 pe jape chak dimanch jis dyòl yo chire. Wouuyyyyy ala bèl sa te bèl.

Chak dimanch m te toujou al gade jan ti figi poupou yo pitit anpil. Lè n konsidere pil boujwa ti koulout nan oligachi tilolit 184/GNB yo k pa janm konn sa k rele mache a pye nan vi yo. Pou sèl ti grenn Titid fè yo pase 3 lane pe grenpe monte mòn Kanapevè monte Petyonvil desann pa Dèlma al chwe sou Plas Jeremi. Lè blan Bouch fin fè kidnape Titid 29 fevriye 2004, Bonifas fè yo kwenn 3 lane franchiz ak baryè lib pou yo kontinye fè tout move dil.

Malgre prezidan Jovnèl fè Apèd kado 18 milyon dola vèt ak 8.600 kawotè sou twa depatman, Sen Michèl Latalay, Mayisad, Piyon ak Senrafayèl yo pa kontante. Jojo bliye si granmèsi chen bout se gwo kout baton vendik. Menm yo menm nan manje nèg bannann nan sou dan devan kanmenm ak yon grenn sèl. Men dènye gwo lo a pou n fini nèt. Lè bandi pote boure sou yo nan Laboul ak Tomasen jou k te lendi 18 mas la, men ki sa Jòj Sati deklare bay laprès kote l te pale san filtè. Si m te di n gran nèg se papa bandi n pa t ap kwè m. Enben, kòm se yon bandi k denonse makòn bandi parèy li yo na resi kwè.

« Mwen se Jòj Sati, m se youn nan boujwa a yo. M wè blan meriken lage makòn bandi nan dengonn nou kote yo deklare n lagè. Enben kite m di nou se 20 boujwa ki nan trafik zam nan peyi a. E blan an yo konnen yo paske se pou yo y ap travay. M tou voye komisyon sa a bay bandi l yo ak tout patwon yo. Nou pap kouri pou yo. N ap rete tenn fas pou n pete bal sou yo. Alòs depi kounye a tout zam legal. Tout grenn bal legal. Yon bandi vin atake n n ap defann nou. Yon bandi vin dechouke nou sa l pran se pa l. M tou di n sa, grenn bal pa konn nan diskriminasyon. Malè avèti pa janm touye kokobe. Sòf si tèt li twò di ».

Aksidan nan Kavayon



Dimanch 17 mas 2024 la, byen bonè nan maten, yon kokenn aksidan rive sou wout nasyonal nimewo 2, toupre Kavayon, nan lokalite Mòn Bwalo. Se yon otobis ki rele « Bondye ki deside », li te soti Jeremi li ta pral Pòtoprens. Selon yon bilan pwovizwa, se twa moun mouri ak anviwon ven lòt blese.

L'Occident a encore peur des noirs d'Haïti



Deux manifestants devant l'ambassade américaine en Haïti

Par JEMIMA PIERRE

Au début du mois de mars 2024, devant les chefs d'État de la CELAC réunis à Kingstown (Saint-Vincent-et-les-Grenadines), le président vénézuélien Nicolás Maduro a dénoncé les nouvelles menaces qui pèsent sur le peuple haïtien : *« Nous ne sommes pas d'accord avec une invasion, qu'elle soit ouverte ou camouflée. La solution, c'est que l'Amérique latine et les Caraïbes accompagnent, aident Haïti à suivre sa propre voie et à mettre en œuvre son propre modèle, à reconstruire son propre État, ses propres institutions, et renouer avec toutes les formes de coopération comme le programme de pétrole à bas prix PetroCaribe lancé par Chávez. »*.

Trois jours plus tard, à Caracas, il a poursuivi : *« Combien d'interventions militaires les États-Unis ont-ils menées en Haïti ? Lorsque la renaissance du peuple haïtien s'est produite au début de ce siècle, nous nous sommes réveillés avec la nouvelle qu'un avion états-unien avait emmené, après l'avoir kidnappé, le président Aristide hors de son pays. Haïti a été démembré, martyrisé par l'interventionnisme impérialiste, ils l'ont détruit de l'intérieur. On parle aujourd'hui d'un soulèvement de gangs criminels. Mais qui les a dotés de tous ces fusils ? Ces armes sont venues massivement des États-Unis. À qui profite le chaos ? Qui veut une invasion ? Ce qui se passe en Haïti, ils l'ont tenté ici au Venezuela lors des déstabilisations de l'extrême droite, et veulent le refaire ici en cette année électorale… Le narco-chaos est une nouvelle forme de domination. »*

« Guerre de gangs, spirale de la violence »… Le « présentisme » des médias sert à cacher l'intervention états-unienne contre Haïti. Nous publions ci-dessous l'analyse de la professeure haïtienne d'anthropologie Jemima Pierre qui dévoile le « laboratoire impérialiste » dénoncé par Cuba et par le Venezuela.

Si votre connaissance d'Haïti provient uniquement des médias occidentaux, vous pourriez être pardonné de croire aux affirmations suivantes :

« Haïti, un « État en faillite » envahi par la « violence des gangs », ne peut retrouver sa stabilité que par l'invasion d'une force militaire étrangère. »

« Haïti a un gouvernement souverain qui a l'autorité légale de demander une invasion militaire du pays pour « combattre les gangs. »

« Les États-Unis, en poussant le Kenya et les pays du CARICOM à mener une invasion armée étrangère en Haïti, agissent avec les meilleures intentions en Haïti et s'engagent à garantir la paix et la stabilité en Haïti et dans la région des Caraïbes. »

« La CARICOM agit en solidarité avec le peuple haïtien et soutient la souveraineté haïtienne. »

Aucune de ces déclarations n'est vraie. En fait, elles contribuent à obscurcir non seulement les motivations qui sous-tendent les récents appels à une intervention étrangère en Haïti, mais aussi la nature de la réalité politico-économique actuelle d'Haïti et l'histoire qui a permis à ce pays d'en arriver là. La répétition et la saturation de ces affirmations dans les médias, même dans la région des Caraïbes, a dupé une grande partie du monde en l'amenant à applaudir une intervention militaire étrangère en Haïti. La vérité est que, sous couvert d'aider Haïti, la souveraineté et l'indépendance de ce pays sont en fait en train d'être étouffées.

Que se passe-t-il donc en Haïti ? Pourquoi les États-Unis font-ils pression pour une nouvelle invasion militaire étrangère en Haïti ? Pourquoi les pays du CARICOM leur apportent-ils leur aide ? Plus important encore, pourquoi les États-Unis accordent-ils autant d'attention à la situation en Haïti ?

Comprendre ce qui se passe en Haïti, c'est comprendre à quel point l'agression impériale, occidentale, contre le peuple haïtien et la souveraineté haïtienne a été et reste constante. Cette agression se traduit par le fait qu'Haïti est actuellement sous occupation étrangère, et ce depuis vingt ans. Il ne s'agit pas d'une exagération. La seule solution à la crise actuelle en Haïti est la fin de l'occupation étrangère actuelle.

En 2004, Haïti a célébré le bicentenaire de son indépendance. La même année, l'indépendance d'Haïti a été contrecarrée par des puissances étrangères. Un an plus tôt, la France, le Canada et les États-Unis ont ourdi un complot lors des réunions de l' »Initiative d'Ottawa sur Haïti » pour renverser le gouvernement élu d'Haïti. Au petit matin du 29 février 2004, le complot s'est déroulé. Ce matin-là, le président Jean-Bertrand Aristide a été enlevé par des marines états-uniens et envoyé sur une base militaire en République centrafricaine. Ce jour-là, George W. Bush a annoncé qu'il envoyait des forces militaires en Haïti pour « aider à stabiliser le pays » et, dans la soirée, deux mille soldats états-uniens, français et canadiens étaient sur le terrain. La CARICOM, sous la direction du premier ministre jamaïcain P. J. Patterson, protesta vigoureusement contre le coup d'État.







Le Core Group et le BINUH, ceux-là mêmes qui sont responsables de la destruction de la démocratie en Haïti

La force d'invasion franco-américano-canadienne a ciblé et tué les partisans d'Aristide, a supervisé l'installation d'un premier ministre fantoche et a permis la formation d'une force paramilitaire qui a mis en place des escadrons de la mort anti-Aristide. Le coup d'État a ensuite été blanchi par les Nations Unies qui, sous la direction des membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU, les États-Unis et la France, ont voté l'envoi d'une mission de « maintien de la paix » en Haïti. La mission a été déployée dans le cadre d'un mandat « chapitre 7 » permettant aux soldats étrangers d'utiliser toute la force contre la population. L'ONU a pris le relais des forces états-uniennes et a créé la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti (MINUSTAH), chargée de l'occupation militaire sous le couvert de « l'instauration de la paix et de la sécurité. »

Opération de plusieurs milliards de dollars, la MINUSTAH comptait, à tout moment, entre 6.000 et 12.000 militaires et policiers stationnés en Haïti, ainsi que des milliers de civils. L'aile militaire de la mission MINUSTAH était dirigée par le Brésil, qui fournissait la plus grande partie des soldats. Toutefois, cette force d'occupation militaire multinationale comprenait également des soldats de plusieurs pays des Caraïbes, d'Amérique du Sud et d'Afrique, dont l'Argentine, le Chili, la Colombie, la Jamaïque, la Grenade, le Bénin, le Burkina Faso, l'Égypte, la Côte d'Ivoire, le Nigeria, le Rwanda, le Sénégal, la Guinée, le Cameroun, le Niger et le Mali.

L'occupation de l'ONU sous la MINUSTAH a été marquée par sa brutalité à l'égard du peuple haïtien. Des civils ont été attaqués et assassinés. Des « soldats de la paix » ont commis des crimes sexuels. Les soldats de l'ONU ont déversé des déchets humains dans les rivières utilisées pour l'eau potable, déclenchant une épidémie de choléra qui a tué entre 10 000 et 40 000 personnes. L'ONU n'a jamais été tenue responsable de ces crimes contre le peuple haïtien.

L'occupation a été renforcée par la création et l'opérationnalisation du Core Group. Le Core Group est un groupe non élu d'étrangers originaires du Brésil, du Canada, de France, d'Espagne, des États-Unis et d'Allemagne qui s'est autoproclamé arbitre de la politique haïtienne. Ni neutre ni passif, le Core Group joue un rôle actif et interventionniste dans les affaires politiques quotidiennes d'Haïti. Il s'est efforcé d'étendre et de protéger les intérêts économiques étrangers en Haïti. Il n'a cessé d'intervenir dans les affaires politiques souveraines d'Haïti, souvent sans la collaboration ou le consentement du gouvernement haïtien.

On prétend que cette occupation a officiellement pris fin en 2017 avec le retrait officiel de la mission MINUSTAH. Pourtant, l'ONU est restée en Haïti par l'intermédiaire d'un nouveau bureau avec un nouvel acronyme : BINUH, le Bureau intégré des Nations Unies en Haïti. Haïti est actuellement dirigé par un groupe d'étrangers non haïtiens, le Core Group et le bureau BINUH, ceux-là mêmes qui sont responsables de la destruction de sa démocratie.

L'occupation du Core Group est à l'origine de la situation difficile dans laquelle se trouve actuellement le pays. Les forces d'occupation ont supervisé l'effondrement complet de l'État haïtien tout en permettant à un groupe d'étrangers malhonnêtes – pays et entreprises, organisations non gouvernementales et multinationales – de reprendre les fragments brisés de l'économie politique haïtienne, en grande partie pour servir des intérêts étrangers. En fait, c'est sous cette occupation que les États-Unis et leurs alliés, la France et le Canada, ont installé le néo-duvaliériste Michel Martelly en 2011, au lendemain du tremblement de terre de 2010 ; le successeur de Martelly, Jovenel Moïse, en 2016 ; et l'actuel Premier ministre de facto non élu, Ariel Henry, après l'assassinat de Moïse en 2021.

Sous l'occupation du Core Group, la vie de l'Haïtien moyen s'est détériorée. Mais il faut aussi être clair : le peuple haïtien n'a pas pris l'occupation à la légère (1). L'un des aspects les moins médiatisés de la « crise » actuelle en Haïti est la protestation continue du peuple haïtien contre l'occupation et pour l'autodétermination. Le peuple a manifesté par centaines de milliers en 2004 après la destitution d'Aristide par les États-Unis, la France et le Canada. Il a protesté contre l'imposition d'un autre président illégitime, Jovenel Moïse, en 2015 et 2016. Ils ont protesté contre la corruption du parti politique de Martelly et Moïse, le PHTK, imposé par les États-Unis, en 2018 et 2019. Et ils ont protesté contre le premier ministre non élu et installé de facto par les États-Unis, Ariel Henry.

Depuis plus de deux ans maintenant, les États-Unis font pression pour un renforcement de la présence militaire en Haïti et ont protégé le gouvernement fantoche d'Ariel Henry, non élu et impopulaire, jusqu'à sa démission récente. Ils ont protégé ce gouvernement afin de continuer à contrôler Haïti. En fait, les gouvernements fantoches d'Haïti ont bien servi les États-Unis. Par exemple, c'est Ariel Henry qui a imposé la suppression des subventions au carburant pour la population, soutenue par le FMI, que les États-Unis préconisent depuis des années et qui a plongé le peuple haïtien dans une pauvreté encore plus grande.

Aujourd'hui, les États-Unis ont besoin de maintenir leur contrôle sur Haïti car le pays est stratégiquement important pour leurs objectifs géopolitiques – la poursuite de la militarisation de la région des Caraïbes et de l'Amérique latine en préparation de leur confrontation avec la Chine et la mise en œuvre de la loi sur les fragilités globales (Global Fragilities Act). Pourtant, les États-Unis ne sont pas disposés à poser leurs propres bottes sur le terrain, et se tournent d'abord vers le Canada, puis vers le Brésil, puis vers les pays de la CELAC et de la CARICOM, tous réticents à mener la mission, même s'ils ont soutenu l'appel à l'intervention militaire. Le gouvernement kenyan de William Ruto a sauté sur l'occasion de mener l'intervention, acheté par un sac d'argent et une tape d'approbation sur leur tête néolibérale. Haïti va maintenant être envahi par les États-Unis, mais avec la « face noire » du Kenya et des pays de la CARICOM comme couverture.

Les citoyens du Kenya et des pays du CARICOM ont-ils demandé à leurs gouvernements pourquoi les États-Unis, le Canada ou la France n'enverraient pas leurs propres soldats pour envahir et occuper Haïti cette fois-ci ? Les citoyens de ces pays ont-ils considéré que le « Premier ministre » de facto non élu, Ariel Henry

suite à la page(15)

29 février 2024, le jour où tout a basculé pour Ariel Henry



Le Premier ministre haïtien, Ariel Henry, vient d'atterrir à Nairobi

Par Catherine Charlemagne

Après l'adresse à la nation fort tard dans la nuit du mercredi 7 février 2024, comme nous l'avons noté dans une précédente chronique, le Premier ministre Ariel Henry pensait s'être sorti d'affaires. Pourtant, même ses alliés reconnaissent qu'il n'avait pas dit grand-chose pouvant, au mieux, calmer une partie de ses opposants, au pire, faire rentrer la population à la maison. Malgré tout, le dimanche 25 février 2024, il s'envole pour un long périple à l'étranger sans se douter que les choses allaient dégénérer en son absence. Finalement, vue la tournure de la situation, tout le monde a compris que c'est tout le pays qui, non seulement ne l'avait pas entendu, mais surtout ne l'avait point écouté. Et pour cause. Le mois de février va se transformer en cauchemar pour le pouvoir, notamment pour le chef de la Transition. Pas un jour ne passe sans qu'on n'apprenne ou assiste à un mouvement de foule.

Dans le Grand-Sud, à Jérémie, malgré une répression inouïe de la part des forces de l'ordre sous la houlette du Délégué de la Grand'Anse, la population ne se laissait pas impressionner ni intimider. Elle poursuivait la contestation contre la présence d'Ariel Henry à la tête du gouvernement. Aux Cayes, dans le Sud, la même chose, on brûle des pneus, on conteste la légitimité des autorités, on manifeste avec un seul objectif : la chute du régime de Transition. Dans le Grand Nord, l'on reprend les mêmes et l'on recommence. Certes, beaucoup moins violent que les premiers jours de février, mais la donne n'a pas changé, la démission d'Ariel Henry restait l'objectif final. A Ouanaminthe, d'un côté, ce sont des structures politiques qui organisent une Assemblée générale que les organisateurs baptisent : « *Congrès de Ouanaminthe* », de l'autre, l'on manifeste dans les rues. Pendant ce temps, la construction du canal se poursuit tant bien que mal.

Les paysans de la plaine de Maribaroux constatant que les autorités de la capitale sont en difficultés et ne peuvent plus rien contrôler, alors ils ne lâchent pas prise. Ce fut ainsi jusqu'au dernier jour du mois de février de cette année bissextile. Le jeudi 29 février 2024, en effet, marquera certainement le jour où tout a basculé pour le Premier ministre Ariel Henry. En effet, par une action concertée, différents groupes armés ont décidé de mener une opération de guerre qui consiste à attaquer et incendier un certain nombre de Commissariats, Sous-Commissariats de police et d'autres institutions publiques à travers la région métropolitaine de Port-au-Prince. Cette journée fut marquée par une terrible violence coordonnée par les gangs durant laquelle le sang et le feu ont marqué les esprits. Tout avait commencé par une attaque en règle dans la matinée du jeudi 29 février 2024 de l'Académie de police située à Pétion-Ville. L'objectif : donné le signal du départ de ce qui allait être le point de non-retour pour le gouvernement dirigé par Dr Ariel Henry.

A ce moment précis, il s'agissait d'une ruse. Les groupes armés ne cherchaient pas à prendre l'Académie de police. Ils n'ont pas résisté face aux répliques des forces de sécurité, ils voulaient seulement détourner l'attention et retenir les unités spécialisées de la police à Pétion-Ville, le temps pour eux de s'en prendre aux vraies cibles. En revanche, dans la commune de la Croix-des-Bouquets, fief du gang appelé 400 *Mawozo*, le plus redouté du pays, c'est la consternation. 6 policiers ont été tués dont un Inspecteur Principal qui a été démembré par ses assassins. Cette tuerie a eu lieu durant l'attaque du Sous-Commissariat de Bon-Repos qui, malgré une résistance acharnée de 3 heures des agents de police et des appels désespérés en renfort face aux hommes de *Jeff Gwo Lwa* et « *Chen Mechan* », a fini par tomber. Les victimes répondent au nom de : Monode Etienne, Pautrace Résulta, Jean-Baptiste Guilliamson, Pierre Luciana, Marion Junior, Pierre Espera. Après leur forfait, les groupes armés ont incendié le Sous-Commissariat. Le même jour, d'autres alliés ont mis à sac la Faculté d'Agronomie et de Médecine Vétérinaire de l'Université d'Etat d'Haïti et incendié le bâtiment situé sur la route nationale N° 1.

En réalité, c'était le ministère de l'Agriculture et des Ressources Naturelles situé dans les mêmes locaux que ladite Faculté qui était visé par les groupes armés. Au même moment, un autre groupe s'en prend à l'aéroport international Toussaint Louverture et à l'aérogare Guy Malary tout proche, obligeant l'arrêt total de toutes activités. Plus loin, au Centre-ville de Port-au-Prince, c'est le Sous-Commissariat du Portail Léogâne qui est en flamme après un assaut mené par le groupe du redoutable chef Johnson André alias Izo de la Cité-de-Dieu. Les policiers, pour sauver leur peau, ont vite pris la fuite face à la puissance de feu de ce gang déjà tristement célèbre pour avoir humilié la police nationale dans leur fief au Bicentenaire. Cela faisait longtemps déjà que cette bande s'était emparée du Palais de justice et l'occupe en permanence depuis deux ans après avoir chassé le Premier ministre et les autres fonctionnaires de la Primature située dans les parages. Journée d'enfer disons-nous, ce jeudi 29 février 2024 est un tournant ! C'est la date où les gangs ont réellement pris le pouvoir à Port-au-Prince, dans la mesure où, depuis lors, plus rien n'est comme avant.

Forcément, il y aura un avant et un après 29 février 2024 en Haïti. Dans la capitale, c'est la panique ! Les écoles sont fermées, les parents se précipitent pour récupérer leurs enfants, les administrations, publiques comme privées, se barricadent ou se font attaquer l'une après l'autre. Tandis que les ambassades et autres Missions diplomatiques ferment leurs portes. Les Commissariats de police tombent l'un après l'autre. Ici, le Marché Salomon, là c'est celui de Thomassin. Ce jour-là, Port-au-Prince et ses périphéries ont été le théâtre d'incendies, d'attaques tout azimut des institutions par les groupes armés et du début de la chasse aux personnalités politiques proches du pouvoir. Dans les communes de Tabarre, Carrefour, Pétion-Ville, l'on se bouscule pour rentrer chez soi. Personne ne sait ce qui se passe. Alors que le gouvernement est aux abonnés absents. La révolution a-t-elle commencé ? On n'en sait rien. Ce qui est certain, la République n'est plus gouvernée. Elle est en roue libre.

Elle est livrée à elle-même. Et soudain, dans l'après-midi, Jimmy Chérizier, alias « Barbecue », ancien policier d'une unité d'élite de la PNH, passé depuis deux ans de l'autre côté et devenu l'homme fort du bas-Delmas et chef d'une coalition regroupant la quasi-totalité des bandes armées dit « *Vivre Ensemble* », apparaît sur les médias sociaux pour rassurer la population et faire passer un message. Pour commencer, l'ancien membre de la CIMO (Compagnie d'Intervention et de Maintien de l'Ordre), entouré d'un nombre impressionnant de partisans armés jusqu'aux dents, annonce : *« Aux noms des différents groupes armés du pays, j'annonce le retour de la coalition « Viv Ansanm ». Aujourd'hui 29 février 2024, on lance la bataille qui doit renverser le Premier ministre et son gouvernement, c'est notre premier objectif. Aujourd'hui, je déclare que la chasse aux Ministres, au Directeur général de la PNH, Frantz Elbé, est ouverte. On doit les arrêter et les envoyer rejoindre Ariel Henry là où il est, qu'il ne rentre plus au pays.*

Nous constatons que le pays est pris en otage par un petit groupe. Ce groupe a distribué des armes dans les quartiers populaires, nous incite à nous battre, au profit de leurs intérêts. Cette révolution doit tout changer. Le peuple haïtien doit être libéré. Nous le ferons avec nos armes. La population civile, les plus vulnérables ne sont plus notre cible. Les canons de nos armes sont tournés vers nos vrais ennemis. Cette fois-ci, les oligarques corrompus, les membres du pouvoir ne pourront pas investir de l'argent dans les quartiers populaires pour mater notre mouvement. Ils ne pourront plus semer la discorde en nous faisant combattre entre nous. Tous les groupes armés du pays, en province et à Port-au-Prince, sont plus soudés que jamais » a martelé, déterminé Jimmy Chérizier, chef de guerre. Aussitôt, sa déclaration fait le tour de la planète et est reprise par la presse du monde entier. Barbecue, l'homme au béret, est de retour sur la scène politique haïtienne après un silence qui laissait planer le doute sur ses réelles motivations politiques. Certains se posent encore des questions sur un Jimmy Chérizier qui joue en trompe l'œil à la révolte populaire et aux gangs armés.



Le Premier ministre Ariel Henry visitant le président William Ruto du Kenya le 1er mars 2024

En tout cas, l'homme fort de Delmas 6, son fief, a revendiqué cette sortie spectaculaire qui a semé le chaos dans la région métropolitaine ce 29 février 2024. Depuis, « *Vivre Ensemble* » se place en véritable force politique et bras armé d'une contestation populaire qui a empêché le retour du Premier ministre Ariel Henry en Haïti jusqu'à obtenir sa démission dans la soirée du 11 mars 2024 depuis Porto Rico où il est retenu par les autorités américaines. Comme nous le disons plus haut, la journée du 29 février a été le début d'une longue série d'attaques armées contre différentes institutions du pays. Outre les Commissariats et Sous-Commissariats de police de Port-au-Prince et ses banlieues, on a relevé pas moins d'une vingtaine d'infrastructures policières qui a subi les assauts des gangs armés depuis le soulèvement, sans oublier la résidence du Directeur général de la PNH, Frantz Elbé, qui a été attaquée, pillée et brûlée à Santo 17 dans la commune de Croix-des-Bouquets.

Le Tribunal de paix de la commune de Delmas incendié, les quartiers chics de Bellevue, Vivy Mitchel, Torcel, Belleville dans la commune de Pétion-Ville où résident habituellement les hauts dignitaires du régime, des leaders politiques et une partie des familles aisées ont eux aussi fait l'objet d'attaque des groupes armés qui cherchaient les alliés du chef du gouvernement démissionnaire. Pendant que les attaques continuent sur les hôtels de police et autres lieux symbolisant l'autorité de l'Etat, ce fut aux Centres carcéraux du pays de subir à leur tour les attaques des groupes armés avant d'être incendiés comme l'historique Pénitencier national (*Gran prizon*) le jeudi 14 mars 2024 à Port-au-Prince. En effet, entre les 1er, 2, 3, 4, et 5 mars, le Pénitencier national, situé à la rue du Centre, en plein centre de la capitale où étaient incarcérés, selon les chiffres avancés par différents organismes des droits humains, près de 4000 (3798) personnes, plus de 3700 se sont évadés après que cette prison ait été littéralement prise d'assaut par un groupe armé dans la nuit du 1er au 2 mars. Seule une centaine avait préféré rester à la prison au moment de l'attaque.

Parmi eux, figurent les colombiens incarcérés dans le cadre de l'assassinat du Président Jovenel Moïse et, ce qui est plus surprenant, celui qu'on présente comme étant l'un des cerveaux de cet assassinat, Joseph Félix Badio, un ami de Ariel Henry. D'autres comme Me Robinson Pierre-Louis, ancien Secrétaire du Barreau de Port-au-Prince, l'ex-Président de la Chambre des députés, Cholzer Chancy, Marcky Kessa, ancien maire de Jacmel, entre autres, sont eux aussi restés terrés dans leurs cellules. Mais, livrés à eux-mêmes en étant abandonnés par leurs geôliers et par peur de se faire assassiner par d'autres individus venus de l'extérieur, ces détenus « VIP » et quelques autres se sont rendus au Commissariat de Delmas 33 pour y être incarcérés à nouveau. Un peu plus tard dans la journée du 2 mars, tout le reste des prisonniers ont été transférés un peu partout dans la région, notamment, à la prison civile de Pétion-Ville. Entretemps, le Commissariat de Delmas 33 a été l'objet d'attaques des groupes armés dans la nuit du 3 mars.

Dans la confusion de ces actions en série, 6 policiers sur 10 qui étaient en isolement pour diverses infractions dans ce Commissariat en attendant leur procès et 14 autres détenus, soit 20 personnes au total, ont pris la poudre d'escampette. Le lendemain, c'était au tour de la prison civile de la Croix-des-Bouquet d'être la cible des bandits. Dans ce Centre carcéral, ce sont 1033 détenus qui ont pris la fuite soit la totalité des prisonniers suite à une opération menée par un commando à la manière militaire. Après des heures de combats sans répit, les gardiens ont dû abandonner la lutte, battre en retraite et se déguiser eux aussi en prisonniers comme leurs confrères de la Prison civile de Port-au-Prince pour quitter les lieux. Depuis, aucun des évadés sur un total de 4733 n'a été repris ni ne s'est rendu à la police. Entretemps, les attaques se sont poursuivies à travers la ville et contre des institutions. Ce même samedi 2 mars 2024, le Ministère de la Culture et de la Communication situé au Bois-Verna est envahi. Il été a pillé, saccagé et laissé à l'abandon. Le samedi 9 mars, c'était au Ministère de l'Intérieur et des Collectivités Territoriales d'être la cible des groupes armés.

S'il n'est pas tombé aux mains des insurgés grâce aux répliques des forces de l'ordre, tous les véhicules se trouvant au parking ont été incendiés. Le Palais national tout proche n'échappe pas à des tentatives répétées pour l'envahir. On a enregistré plusieurs assauts contre ce symbole de l'Etat depuis les évènements, mais les forces de l'ordre ont pour le moment repoussé les hommes du Mouvement « *Vivre Ensemble* ». Jusqu'à quand ? Car ce lieu qui est le cœur névralgique du pouvoir haïtien demeure l'un des objectifs visés par les hommes de Jimmy Chérizier qui continuent de faire le siège du pouvoir de Transition. Dans la commune de la Croix-des-Bouquet, des hommes armés ont fait irruption dans les différents établissements bancaires, notamment la Sogebank, la BNC, la Unibank, les ont pillés puis les ont incendiés. De Bon-Repos au Bicentenaire en passant par les quartiers de Santo, Duval, Carrefour Shada, Carrefour Marassa, Bois-Verna, Delmas, Carrefour de l'aéroport ou *Rezistans*, Nazon, Centre-ville de Port-au-Prince, Champ de Mars, etc, les autorités ne contrôlent plus rien et la police est en butte aux assaillants qui la harcellent en permanence. La Cité est à nue. La République est à la dérive. L'Etat démissionne.

Dans la nuit du 5 mars, c'est la prison civile de Jacmel qui a été pour sa part saccagée par des centaines de détenus qui ont provoqué une émeute afin de se faire la belle. Selon le Directeur de la police de Jacmel, Allande Serge Jolicoeur, aucun des 700 détenus que compte cette Prison n'a pu être échappé grâce à la détermination et au courage des policiers. Néanmoins, le bilan est lourd, on compte 3 morts et 9 blessés parmi les prisonniers. Suite à cette tentative d'évasion, certains détenus ont été transférés à la prison civile de Petit-Goâve. Outre ces attaques à répétition, notamment le centre carcéral de Cabaret dans le département de l'Ouest, à Ouanaminthe, dans le Nord-Est, c'est le Commissariat de la ville qui a été pris pour cible durant une trentaine de minutes dans la nuit du 1er au 2 mars. Plusieurs échanges de tirs ont été enregistrés. La police a pris le dessus sur les assaillants selon le Commissaire de police de la ville, Ronald Eugène. Celui-ci explique : « Depuis le début des mouvements de protestation dans le département du Nord-Est, particulièrement dans la ville de Ouanaminthe, nous avons adopté de nouvelles mesures de sécurité afin de nous faciliter la tâche et de parer aux attaques des groupes armés contre le Commissariat comme celle de ce vendredi.

Grâce aux agents de l'Unité départementale de maintien de l'ordre (UDMO) venus en renfort aux policiers affectés à cet espace, nous avons fait échec à cette démarche des assaillants » révèle-t-il. Parmi tous ces mouvements armés contre les Commissariats de police du pays conduits par le Mouvement « *Vivre ensemble* » selon les dires de son porte-parole, Barbecue, il faut noter la stratégie mise en place par les groupes armés autour des aéroports du pays, notamment, ceux de Port-au-Prince et du Cap-Haïtien. Depuis le 29 février 2024, les aéroports de ces deux villes sont placés sous haute surveillance et l'on dirait même assiégés par les hommes armés qui contrôlent le pays en absence d'autorités plus ou moins légitimes. Leur objectif, barrer la route au Premier ministre Ariel Henry parti à Nairobi au Kenya pour accélérer le déploiement d'une force étrangère multinationale en Haïti.

Après l'attaque menée le jeudi 29 février contre l'aéroport Toussaint Louverture, en tirant sur les installations aéroportuaires et en touchant un aéronef d'une compagnie d'aviation cubaine, la population a pris le relais devant l'aéroport du Cap-Haïtien en vue d'empêcher l'atterrissage de tout avion qui aurait pu tenter de ramener Ariel Henry en Haïti. Résultat, le lundi 4 mars, à part 2 avions en provenance de Providenciales qui ont bravé l'insécurité et atterri avant de repartir aussitôt presqu'à vide, toutes les activités sont au point mort. Pas de vols nationaux ni internationaux en provenance ni au départ d'Haïti. Les compagnies suspendent l'une après l'autre leur rotation au départ et à l'arrivée d'Haïti. La situation semble figée. A Port-au-Prince, malgré le déploiement de l'armée pour seconder la police, rien n'y fait, impossible de faire décoller ou atterrir le moindre aéronef du tarmac Toussaint

suite à la page(16)

Is Former De Facto Prime Minister Ariel Henry Now a De Facto Prisoner? *In U.S. Custody at the Army's Fort Buchanan in Puerto Rico*



De facto Prime Minister Ariel Henry speaking from Puerto Rico on Mar. 12 to say that he will resign when a new Haitian government is installed

by Kim Ives

Ariel Henry, 74, once the king on Haiti's chessboard, has now become a pawn of the U.S. in its increasingly desperate bid to send a proxy intervention force into the rebelling Caribbean nation. This is the picture *Haïti Liberté* has received from a well-placed source with intimate access into and knowledge of the U.S. government.



Former Lavalas senator Moïse Jean-Charles on Mar. 13 rejecting Blinken's "transitional presidential council," concocted in Jamaica on Mar. 11.

Washington is now scrambling for way to send a "quick reaction force" into Haiti, and Ariel Henry remains one of their most important bargaining chips, the source says.

After his chartered jet landed in Puerto Rico on Mar. 5, the U.S. Federal Bureau of Investigation (FBI) interrogated Henry for three days, according to our source. (Within 48 hours, the U.S. deported to Egypt the four Egyptian mercenaries – previously mistakenly identified as Kenyans – who were acting as Henry's security detail, our source said.)

The first day of the FBI's interrogation was devoted to questioning Henry about his role in the Jul. 7, 2021 assassination of Haitian President Jovenel Moïse, our source said. The remaining two days focused on Haiti's Feb. 23, 2024 payment of $500 million to Venezuela to pay off the $2.3 billion PetroCaribe loan account established between the two countries in 2008.

Under the agreement, Venezuela wrote off the remaining $1.8 billion Haiti owed the country.

The deal was brokered by Paris-based Global Sovereign Advisory (GSA), founded by Anne-Laure Kiechel. Temir Porras, GSA's Managing Director and lead agent for Latin America, negotiated with Henry.

The FBI believes that Henry received a $138 million kick-back for negotiating the deal, our source said.

Due to the FBI's findings, the Diplomatic Secret Service (DSS) agents handling Henry have placed him under de facto house arrest on the U.S. Army's Fort Buchanan in Guaynabo, Puerto Rico. There are six agents guarding him, and he has been in ill health, even vomiting, according to one of the health professionals tending to him.

He has been moved to the Army base from his original residence at San Juan's Isla Verde Marriot hotel in part to prohibit media access to him, our source said.

A second reliable source spoke to a senior State Department official who told him that the Biden administration does not want to prosecute Henry, fearing that it will undermine Biden's 2024 re-election bid. The administration is extremely anxious to "stabilize the situation" in Haiti, the official said.

The State Department wants to deliver Henry to a new Haitian government of its choosing. U.S. Secretary of State Anthony Blinken tried to concoct a "transitional presidential commission" (CPT) in Jamaica on Mar. 11. A few CARICOM leaders, particularly Guyana's president Irfaan Ali and Jamaica's Prime Minister Andrew Holness, hosted and fronted for the charade.

Blinken's formula was a nine-member CPT, with seven members having voting powers, while Haiti's "civil society" and "religious sector" would be observers.

The proposed voting members were:

1) the **Pitit Desalin** (Dessalines' Children) party of former Lavalas Family party senator Moïse Jean-Charles. The party offered no representative.

2) the **Montana Accord**, founded Aug. 30, 2021, a group of liberal opposition "civil society" groups, political parties, individuals, and "grassroots organizations." Montana offered former Central Bank governor Fritz Alphonse Jean.

3) **EDE/RED**, the Engaged for Development party led by Jovenel Moïse's former interim Prime Minister Claude Joseph and Democratic Resistance platform of about 40 parties including former Senator Youri Latortue's Haiti in Action (AAA) and former presidential candidate Mirlande Manigat's Rally of Progressive Democrats (RNDP). EDE/RED presented Marie Ghislaine Mompremier, the former Social Affairs Minister in 2003 under



Jimmy "Barbecue" Cherizier of the Viv Ansanm coalition: "We have no problem with the council that would be headed by Guy Philippe because we are fighting for the same things."

President Aristide and Women's Affairs Minister in 2021 under President Jovenel Moïse.

4) The ***Fanmi Lavalas*** (Lavalas Family) party of former president Jean-Bertrand Aristide. Lavalas' representative was economist and former Central Bank governor Leslie Voltaire.

5) The **Jan. 30 Collective**, a coalition of disparate groups like MOPOD, Clarence Renois' UNIR, former Presidential candidate Jude Céléstin's LAPEH, the Struggling People's Organization (OPL), *Pitit Desalin* and GREH as well as the former President Michel Martelly branch of the Haitian Bald-Headed Party (PHTK), headed by Line Balthazar. Their representative was OPL leader Edgar Leblanc.

6) The **Dec. 21 Agreement**, signed in 2022, are the political parties and "civil society" organizations established by and allied with Ariel Henry. Their representative is former Lavalas senator of the Grande Anse Department Louis Gérald Gilles.



The U.S. Diplomatic Secret Service in conjunction with the FBI have Ariel Henry in custody at Fort Buchanan in Puerto Rico.

7) The **Private Business Sector**, represented by such business alliances as the Haiti Tourism Association (ATH), the Association of Haitian Industries (ADIH) and the Western Chamber of Commerce (CCIO) and the American Chamber of Commerce (AmCham – Haiti). Their representative was businessman Laurent Saint-Cyr, who previously was part of the troika that headed Henry's High Transition Council (HCT), established on Dec. 21, 2022.

However broad it may appear, Blinken's presidential commission stands absolutely no chance of success because Washington demanded that its members must support UN Security Council Resolution 2699, which endorses (but does not oversee) a foreign military intervention into Haiti called the Multinational Security Support Mission (MSS). The Haitian people overwhelmingly reject the deployment of this (currently planned) Kenyan-led force and will definitely not accept any "transitional presidential council" that agrees with it.

As a result, Blinken's formula went over like a lead balloon. "Haiti transitional council plan appears to crumble after political parties reject it," reported France 24 two days after the fiasco.

"We reject CARICOM's proposal," Moïse Jean-Charles vehemently told a packed Mar. 13 press conference in Port-au-Prince. "We have overthrown [Henry's] government. Does it make sense for us to now sit down at a table and negotiate with it?"

Two weeks previously, the "Heads Together to Save Haiti" alliance (*Tèt Ansanm Pou Sove Ayiti*) formed between former Lavalas senator Moïse Jean-Charles and former Senator-elect and a 2004 coup d'état leader Guy Philippe had proposed a presidential council of Guy Philippe (President), former Supreme Court judge Durin Junior Duret (Member), and Françoise Saint-Vil Villier (Member), presented as a representative of the "religious, women's, and univerity sectors" by the "Solidarity-Based Joint Proposal of Healthy, Patriotic, and Progressive Haitian Forces for an Urgent Exit from the Crisis Around Prime Minister Ariel Henry's Resignation" proposal. The document outlines the provisional government's composition, program, and goals. The swearing-in of this three-member council is reportedly imminent.

Despite the near universal sentiment rejecting Washington's MSS-backed CPT, Blinken was still defending it as late as Mar. 15.

"This was a Haitian-led agreement," Blinken told a news conference in Austria, using the Montana Accord's long-time slogan and saying the CPT would "take charge soon."

"Every single day, there are challenges to that process — political challenges, security challenges — and we are working to address them," he said.

Despite such feigned confidence, on Mar. 19, a meeting was held by officials in the State Department's Western Hemisphere Division headed by Brian Nichols, our well-placed source said.

Recognizing that the CPT may be doomed and that they were racing the clock and the Moïse/Philippe provisional council's swearing-in, the officials played with the idea of swearing in a judge – the name floated was Judge Walther Wesser Voltaire, who recently finished his investigation of Jovenel Moïse's murder – to act as an interim leader so Washington could land a quick reaction force under the MSS flag.

A key to selling either the CPT or a judge-led interim government would be the delivery to Haiti for judgement of Ariel Henry, a would-be sacrificial lamb calculated to assuage the people's anger and sell Washington's chosen leadership clique.

Our sources' accounts belie an anonymous "senior U.S. official" who told Reuters that "Henry was free to remain in Puerto Rico or travel elsewhere."

Haïti Liberté requested confirmation of or comment on our story from both the FBI and the State Department. At press time, the FBI had not replied, but the State Department did.

"These claims are false," the State Department Press Office wrote. "We would discourage sharing sensational claims on social media before first seeking verification from credible sources. We refer you to Prime Minister Henry for updates on his travel plans."

Haiti Liberté subsequently called and left text messages for Dr. Ariel Henry at two phone numbers he has previously used asking for his response or to contact us. We have received no reply at press time.

Should Washington fail to install its replacement puppet government, it may also seek to woo the apparently anti-imperialist and impending Moïse/Philippe provisional government.

In an interview with Fox News, former U.S. Ambassador to Haiti Pamela White said that she had spoken to Philippe. "He is someone that can help with the situation, and I believe we should be dealing with him," she said. "We dealt with the Duvaliers for 20 plus years. I think that we could certainly deal with Guy Philipe. He's charismatic, he's bright, he's articulate, and he has many, many people who are following him."

On Mar. 19, *Haïti Liberté* reached Jimmy Cherizier, the leader and spokesman for the *Viv Ansanm* (Live Together) coalition of armed groups which effectively drove Ariel Henry from power after he left for Kenya on Feb. 27.

"We are not aware or part of the plans for the swearing-in of the provisional government proposed by the coalitions of Guy Philippe and Moïse Jean-Charles," Cherizier said. "However we have no problem with the council that would be headed by Guy Philippe because we are fighting for the same things, we have the same vision for Haiti's future, and we hope he keeps his vision. We in Live Together, Haiti's armed groups who are now all united, will not fight his proposed installation, but we will fight the presidential council cooked up last week in Jamaica by foreign governments with a bunch of corrupt politicians who have not a patriotic bone in their bodies. If they try to take



Guy Philippe: "We don't need soldiers here..... They will come here to keep the status quo and to help the rich... to make sure that rich countries keep stealing everything we have in Haiti."

power, even with the support of foreign troops, we will fight them to the very last drop of our Dessalinien blood."

Haïti Liberté also asked Guy Philippe by telephone if he would agree to a foreign military intervention by a force like the MSS if the U.S. offered to hand over Ariel Henry as a peace gesture. "Ariel Henry is not the problem," Philippe replied. "He is just a piece of the bad guys' team. These guys are trying to take back power so they can keep destroying Haiti."

Pressed if he would accept a foreign military intervention, Philippe responded: "Haiti is a sovereign country... No patriots, no real Haitians would like any foreign nations to invade.... What have previous interventions brought to Haiti? More misery, cholera, ebola, AIDS. We don't need military intervention. We need help...

suite à la page(15)

LES BRICS LANCERONT-ILS UN NOUVEAU MONDE EN 2024 ?



Une tâche spécifique pour 2024 est d'accroître le rôle des BRICS dans le système monétaire/financier international.

Par Pepe Escobar*

Les BRICS ont doublé le nombre de leurs membres au début de l'année 2024 et sont confrontés à d'énormes tâches : intégrer leurs nouveaux membres, élaborer les futurs critères d'admission, approfondir les fondements de l'institution et, surtout, lancer les mécanismes permettant de contourner le dollar américain dans la finance internationale.

Dans l'ensemble du Sud mondial, les pays font la queue pour rejoindre les BRICS multipolaires et l'avenir sans Hégémon qu'ils promettent. L'afflux d'intérêt est devenu un thème de discussion incontournable au cours de cette année cruciale de la présidence russe de ce qui, pour l'instant, est le BRICS-10.

L'Indonésie et le Nigeria figurent parmi les premiers candidats susceptibles d'adhérer. Il en va de même pour le Pakistan et le Vietnam. Le Mexique se trouve dans une situation très complexe : comment adhérer sans s'attirer les foudres de l'Hégémon.

Et puis, il y a une nouvelle candidature qui a le vent en poupe : Le Yémen, qui bénéficie du soutien de la Russie, de la Chine et de l'Iran.

C'est au principal sherpa russe des BRICS, le très compétent vice-ministre des Affaires étrangères Sergey Ryabkov, qu'il revient de clarifier ce qui nous attend. Il a déclaré à TASS : *«Nous devons fournir une plateforme aux pays intéressés par un rapprochement avec les BRICS, où ils pourront travailler concrètement sans se sentir laissés pour compte et rejoindre ce rythme de coopération. Quant à la question de savoir comment sera décidée la poursuite de l'expansion, elle devrait être reportée au moins jusqu'à ce que les dirigeants se réunissent à Kazan pour en décider»*.

La décision clé sur l'expansion des BRICS+ ne sera prise qu'à l'issue du sommet de Kazan en octobre prochain. Ryabkov souligne que l'ordre du jour est d'abord «d'intégrer ceux qui viennent de nous rejoindre». Cela signifie qu'«en tant que «dix», nous travaillons au moins aussi efficacement, ou plutôt plus efficacement, que nous l'avons fait au sein des «cinq» initiaux».

Ce n'est qu'ensuite que les BRICS-10 «développeront la catégorie des États partenaires», ce qui, en fait, signifie créer une liste consensuelle à partir des dizaines de pays qui sont littéralement démangés par l'idée de rejoindre le club.

Ryabkov tient toujours à souligner, en public comme en privé, que le doublement du nombre de membres des BRICS à partir du 1er janvier 2024 est *«un événement sans précédent pour toute structure internationale»*.



Iouri Viktorovitch Ouchakov

Ce n'est pas une tâche facile, dit Ryabkov : *«L'année dernière, il a fallu une année entière pour élaborer les critères d'admission et d'expansion au niveau des hauts fonctionnaires. Beaucoup de choses raisonnables ont été développées. Et bon nombre des éléments formulés à l'époque se sont reflétés dans la liste des pays qui ont adhéré à l'UE. Mais il serait probablement inapproprié de formaliser les exigences. En fin de compte, l'admission à l'association relève d'une décision politique»*.

Que se passera-t-il après les élections présidentielles en Russie ?

Lors d'une réunion privée avec quelques personnes triées sur le volet en marge de la récente conférence multipolaire à Moscou, le ministre des Affaires étrangères Sergueï Lavrov s'est montré élogieux à l'égard des BRICS, en insistant particulièrement sur ses homologues Wang Yi (Chine) et S. Jaishankar (Inde).

Lavrov attend beaucoup des BRICS-10 cette année, tout en rappelant qu'il s'agit encore d'un club, qui devra à terme s'approfondir sur le plan institutionnel, par exemple en se dotant d'un secrétariat général, à l'instar de son organisation cousine, l'Organisation de coopération de Shanghaï (OCS).

La présidence russe aura fort à faire au cours des prochains mois, non seulement pour naviguer dans le spectre géopolitique des crises actuelles, mais aussi et surtout sur le plan géoéconomique. Une réunion ministérielle cruciale en juin – dans trois mois seulement – devra définir une feuille de route détaillée jusqu'au sommet de Kazan, quatre mois plus tard.

Ce qui se passera après les élections présidentielles russes de cette semaine conditionnera également la politique des BRICS. Le nouveau gouvernement russe ne prêtera serment qu'au début du mois de mai. On s'attend généralement à ce qu'il n'y ait pas de changements substantiels au sein du ministère des Finances, de la Banque centrale, du ministère des Affaires étrangères et parmi les principaux conseillers du Kremlin.

La continuité sera la norme.

Cela nous amène au dossier clé de la géoéconomie : les BRICS à l'avant-garde du contournement du dollar américain dans la finance internationale. La semaine dernière, le principal conseiller du Kremlin, Iouri Ouchakov, a annoncé que les BRICS travailleraient à la mise en place d'un système de paiement indépendant basé sur les monnaies numériques et la blockchain.

Ouchakov a spécifiquement mis l'accent sur «les outils de pointe tels que les technologies numériques et la blockchain. L'essentiel est de s'assurer que ce système est pratique pour les gouvernements, les gens ordinaires et les entreprises, ainsi que rentable et exempt de politique».

Ouchakov ne l'a pas mentionné explicitement, mais un nouveau système alternatif existe déjà. Pour l'instant, il s'agit d'un projet soigneusement gardé sous la forme d'un livre blanc détaillé qui a déjà fait l'objet d'une validation académique et qui contient également des réponses aux questions les plus fréquemment posées.

The Cradle a été informé du système lors de plusieurs réunions organisées depuis l'année dernière avec un petit groupe d'experts en fintech de renommée mondiale. Le système a déjà été présenté à Ouchakov lui-même. À l'heure actuelle, il est sur le point de recevoir le feu vert définitif du gouvernement russe. Après avoir passé une série de tests, le système en question serait prêt à être présenté à tous les membres des BRICS-10 avant le sommet de Kazan.

Tout cela est lié au fait qu'Ouchakov a déclaré publiquement qu'une tâche spécifique pour 2024 est d'accroître le rôle des BRICS dans le système monétaire/financier international.

Ouchakov rappelle comment, dans la déclaration de Johannesburg de 2023, les chefs d'État des BRICS se sont concentrés sur l'augmentation des règlements en monnaies nationales et le renforcement des réseaux de banques correspondantes. L'objectif était de «continuer à développer l'Arrangement sur les réserves contingentes, principalement en ce qui concerne l'utilisation de monnaies différentes du dollar américain».

Pas de monnaie unique dans un avenir prévisible

Tout ce qui précède encadre la question clé absolue actuellement discutée à Moscou, dans le cadre du partenariat Russie-Chine, et bientôt, plus profondément parmi les BRICS-10 : les paiements de règlement alternatifs au dollar américain, l'augmentation du commerce entre les «pays amis», et les contrôles sur la fuite des capitaux.

Ryabkov a ajouté d'autres éléments cruciaux au débat, en déclarant cette semaine que les BRICS ne débattaient pas de la mise en œuvre d'une monnaie unique : *«Quant à une monnaie unique, semblable à celle créée par l'Union européenne, elle n'est guère possible dans un avenir prévisible. Si nous parlons de formes de compensation de règlements mutuels comme l'ECU [European Currency Unit] à un stade précoce du développement de l'Union européenne, en l'absence d'un véritable moyen de paiement, mais la possibilité d'utiliser plus efficacement les ressources disponibles des pays dans les règlements mutuels pour éviter les pertes dues aux différences de taux de change, et ainsi de suite, alors c'est précisément la voie dans laquelle, à mon avis, les BRICS devraient s'engager. Cette question est à l'étude»*.

Ce qu'il faut retenir, selon Ryabkov, c'est que les BRICS ne doivent pas créer une alliance financière et monétaire ; ils doivent créer des systèmes de paiement et de règlement qui ne dépendent pas de l'«ordre international fondé sur des règles».

C'est exactement l'orientation des idées et des expériences déjà développées par le ministre de de l'Intégration et de la Macroéconomie de l'Union économique eurasiatique (UEEA), Sergei Glazyev, comme il l'a expliqué dans une interview exclusive, ainsi que le nouveau projet révolutionnaire sur le point d'être validé par le gouvernement russe.

Ryabkov a confirmé qu'«un groupe d'experts, dirigé par les ministères des Finances et les représentants des banques centrales des pays [BRICS] respectifs», travaille sans relâche sur le dossier. En outre, il y a «des consultations dans d'autres formats, notamment avec la participation de représentants de l'«Occident historique»».

Les conclusions de Ryabkov reflètent l'objectif des BRICS dans leur ensemble : *«Collectivement, nous devons proposer un produit qui serait, d'une part, assez ambitieux (parce qu'il est impossible de continuer à tolérer les diktats de l'Occident dans ce domaine), mais qui serait en même temps réaliste, sans être déconnecté du terrain. C'est-à-dire un produit qui serait efficace. Et tout cela devrait être présenté à Kazan pour examen par les dirigeants»*.

En résumé : la grande percée pourrait littéralement frapper à la porte des BRICS. Il suffit que le gouvernement russe donne son feu vert.

Comparez maintenant les BRICS qui élaborent les contours d'un nouveau paradigme géoéconomique avec l'Occident collectif qui réfléchit au vol effectif des biens saisis par la Russie au profit du trou noir qu'est l'Ukraine.

Outre le fait qu'il s'agit d'une déclaration de facto des États-Unis et de l'Union européenne à l'encontre de la Russie, cette mesure est susceptible, en soi, d'anéantir totalement le système financier mondial actuel.

Un vol d'actifs russes, s'il devait se produire, rendrait livides, pour ne


Le vice-ministre des Affaires étrangères Sergey Ryabkov

pas dire plus, au moins deux membres clés des BRICS, la Chine et l'Arabie saoudite, qui apportent à la table un poids économique considérable. Une telle action de la part de l'Occident détruirait complètement le concept de l'État de droit, qui sous-tend théoriquement le système financier mondial.

La réponse russe sera féroce. La Banque centrale russe pourrait, en un clin d'œil, poursuivre et confisquer les actifs de l'Euroclear belge, l'un des plus grands systèmes de règlement et de compensation au monde, sur les comptes duquel les réserves russes ont été gelées.

Et ce, en plus de la saisie des actifs d'Euroclear en Russie, qui s'élèvent à environ 33 milliards d'euros. Euroclear étant à court de capitaux, la Banque centrale belge devra lui retirer sa licence, ce qui provoquera une crise financière de grande ampleur.

Il s'agit là d'un choc de paradigmes : le vol occidental contre un système de règlement équitable des transactions commerciales et financières basé dans le Sud mondial.


La décision clé sur l'expansion des BRICS+ ne sera prise qu'à l'issue du sommet de Kazan en octobre prochain

*Pepe Escobar est l'auteur de Globalistan : How the Globalized World is Dissolving into Liquid War (Nimble Books, 2007), Red Zone Blues : a snapshot of Baghdad during the surge (Nimble Books, 2007), Obama does Globalistan (Nimble Books, 2009), Empire of Chaos (Nimble Books) et le petit dernier, 2030, traduit en français.

The Cradle 15 mars 2024
Réseau International
16 mars 2024

Martinique : Hub diplomatique et militaire de la politique étrangère française dans sa lutte contre les réparations en Haïti et dans toutes ses anciennes colonies.



La mission Jeanne D'Arc aussitôt stationnée au port de Fort-de-France, vint ensuite un communiqué, stipulant entre autres : « Les Forces armées aux Antilles demeurent vigilantes quant à la dégradation du contexte sécuritaire à Haïti.

Par Rodhney Robert

Est-il réellement besoin d'étayer pour la énième fois les multiples racines ayants mené Haïti dans ce chaos ? La lutte contre l'esclavage et la hiérarchisation des êtres, l'imposition par la France d'une rançon de l'indépendance à cette toute jeune république, les emprunts contractés afin de financer cette dette imposée (communément appelée : la double dette de l'indépendance), la main basse des revenus publics du pays dû à la privatisation de la Banque Nationale d'Haïti par des administrateurs de la banque française Crédit Industriel et Commercial (ayant permis de financer la construction de la Tour Eiffel), le braquage des caisses d'or de la Banque Nationale d'Haïti par la marine américaine en décembre 1914, l'ingérence américaine perpétuelle perdurant jusqu'à ce jour et ce depuis l'invasion d'Haïti par l'armée américaine en Juillet 1915, les massacres de Cacos et l'occupation militaire américaine du pays pendant 19 ans, les dictatures Duvalier successives de 1957 à 1986 (alliés des américains et français), l'installation d'une oligarchie de connivences constantes avec les intérêt étrangers, l'arrivée de sweatshops et l'accélération de la paupérisation des populations, les multiples déstabilisations du gouvernement Aristide précisément car celui-ci demandait activement des comptes quant à la question des réparations dues à Haïti, le séisme de 2010, le CORE Group et le Canada, la dilapidation des fonds Petro Caribe, le scandale du riz par l'administration Clinton, l'ONGnisation du pays, les scandales sexuels, les massacres et la diffusion de choléra causés par la MINUSTAH, l'assassinat du président Jovenel Moise, l'imposition d'un gouvernement de facto et non élu; bref, la liste des ingérences, des scandales de très haute **voltige** et des injustices perpétrés en Haïti n'en finissent plus. Les Haïtiens et leurs alliés intègres et intellectuellement honnêtes sont les mieux placés pour expliquer ; ils sensibilisent sans cesse et inlassablement sur ces questions et certaines données essentielles sont disponibles gratuitement et publiquement auprès du New-York Times[1].

Il s'agira plutôt de tenter de lever le voile, ou au moins de se questionner, sur les manœuvres diplomatiques ainsi que certaines des déclarations et manœuvres militaires en cours dans le dossier Haïtien, et plus largement sur celui des réparations, chez un acteur de toujours semblant mettre en scène deux nouveaux blocs de pions : la diplomatie Française par l'entremise d'élus et de personnalités sous l'égide de l'administration française en Martinique, mais aussi en faisant toujours bon usage militairement de la position stratégiquement favorable de l'ensemble de ses départements-régions dits d'Outre-Mer sous administration française au sein de la Caraïbe et de l'Amérique du Sud (donc aussi: l'archipel de la Guadeloupe et la Guyane), et encore la France par l'entremise d'une politique culturelle conjointe avec l'un de ses vieil allié, l'ancien Royaume du Dahomey devenu le Bénin, dont le gouvernement s'est proposé de faire envoyer près de 2000 de ses soldats sur le sol Haïtien en soutien à une énième probable intervention militaire maquillée encore une fois en nouvelle ''mission de maintien de la paix".

À ce titre, Joël Atayi-Guèdègbé, acteur de la société civile béninoise et expert en gouvernance, a donné une explication somme toute intéressante quant au potentiel envoi de soldats béninois : *«Le Bénin ne saurait en être indifférent, surtout au regard des liens historiques existant entre les deux pays notamment à travers la figure emblématique du général Toussaint Louverture, qui est d'origine béninoise. Dans le cadre de solidarité et de mise en place d'une unité d'intervention et de formation se mettant en place à Haïti, j'imagine que le Bénin a pu être sollicité aux vues de son expertise et de ses liens historiques avec Haïti»*[2]. Nous y reviendrons sur ces liens historiques.

Le 15 mars 2023, au Sénat, chambre haute du Parlement français, au nom du groupe politique Socialiste, Écologiste et Républicain (SER), la sénatrice française et afro descendante de Martinique, Catherine Conconne, exhortait la France *à l'image du Canada, de mettre en place une politique plus active dans le dossier Haïtien car nous aurions tous une dette... "morale"... envers Haïti...* et d'y rajouter : *"Que fait la France à une heure trente minutes de vol des pays français d'Amérique ? Que fait l'Europe ? Il faut organiser la coopération dans le bassin Caribéen, il faut oser l'envoi d'une force de maintien de la paix"*[3]. Le remboursement de la double dette imposée à Haïti par la France et le pillage des fonds publics haïtiens pour financer notamment la Tour Eiffel ne faisaient pas parti de son propos. Le 24 avril 2023, la sénatrice française et afro descendante de Martinique Catherine Conconne réitérera sa requête dans une lettre officielle adressée à Madame Catherine Colonna[4], la précédente ministre de l'Europe et des Affaire étrangères dans le gouvernement d'Elizabeth Borne sous la seconde présidence de Macron. Là encore : toujours rien quant au remboursement de la double dette imposée à Haïti par la France et du pillage des fonds publics haïtiens pour financer la Tour Eiffel.

Le 5 mars 2024, au même nom du groupe SER, ce fût au tour du sénateur français et afro descendant de Guadeloupe, Victorin Lurel, d'interpeller cette fois le président de la République Française Emmanuel Macron: *"Considérant les responsabilités historiques de notre pays à l'égard d'Haïti et l'immensité de la dette politique, financière et morale que nous détenons à l'égard du peuple haïtien, je considère que la France doit être à l'avant-garde des initiatives et des efforts internationaux visant à rétablir l'ordre et à permettre à ce peuple frère de vivre enfin en sécurité, en prospérité et en souveraineté.*[5]*"* Il va sans dire que là non plus il n'est bien évidemment pas question du remboursement de la double dette imposée à Haïti par la France et du pillage des fonds publics haïtiens pour financer la Tour Eiffel.

Fait somme toute intéressant : ces deux sénateurs sont membres du "Groupe d'Amitié France-Caraïbes"[6].

Que nous vaut donc ce zèle d'une élue Martiniquaise, d'un élu Guadeloupéen et du gouvernement Béninois ? Ces trois territoires auraient-ils un lien entre eux dans le dossier haïtien ou plus largement dans le dossier des réparations ?

Un évènement officiel ayant eu cours durant le mois de décembre 2023 en Martinique a défrayé nombre de chroniques francophones à travers le monde, non sans manquer de faire polémique et de mettre à nu quelques sujets tabous au passage : le scellage public au grand jour de l'amitié unissant Patrice Talon, descendant de nobles historiquement esclavagistes du royaume d'Abomey par sa mère[7] et descendant d'esclavagistes par son père[8], première fortune et président en exercice du Bénin, avec Bernard Hayot, première fortune de Martinique et descendant direct de colons esclavagistes de père et mère, éminent représentant des intérêts de ceux que l'on appelle communément en Martinique et en Guadeloupe "la communauté béké", communauté dont les membres sont tous apparentés et dont l'ancêtre commun se nomme Jean Assier[9]. Visite officielle de Patrice Talon en grandes pompes donc, initialement prévue pour le vernissage du passage en Martinique de l'Exposition Itinérante d'Art Contemporain du Bénin à la fondation Clément[10], propriétée de Bernard Hayot. L'offense ressentie par nombre d'afro descendants à travers la francophonie, et au-delà, qu'un président africain en exercice rende visite à un Bernard Hayot, petit frère du tristement célèbre Yves Hayot, aurait fait enfler une polémique telle que, selon ses dires, le bâtonnier Georges-Emmanuel Germany[11], se serait magnanimement porté volontaire afin de gentiment réorganiser la visite officielle pour que celle-ci passe d'une visite de la fondation Clément à l'ajout d'une réception en bonne et due forme au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique (CTM) ainsi que quelques visites de sites historiques, dont le Fort Tartenson ou fût déporté et retenu captif le Roi Béhanzin[12]. Il convient de préciser que le bâtonnier Georges-Emmanuel Germany, afro descendant Martiniquais, se nomme aussi sa majesté Dah Miléko, prince et ambassadeur dans le royaume d'Allada au Bénin, royaume historiquement esclavagiste[13]. C'est paradoxalement un éminent avocat d'associations et de militants-es prétendants lutter pour les réparations liées à l'esclavage en Martinique, en Guadeloupe, en Guyane et en France. Comble du paradoxe, Georges-Emmanuel Germany fut aussi l'une des personnalités locales aux cotés de Patrice Talon lors de sa visite du Fort Tartenson le jeudi 14 décembre 2023. Durant cette visite, le Maire de Fort-de-France Didier Laguerre tenta de sensibiliser Patrice Talon concernant les revendications martiniquaises : *« Nous sommes une société, on ne peut pas se dissocier de son passé, de son histoire, de ce qu'on ait pour pouvoir se projeter dans l'avenir »*. Et Patrice Talon de répondre à Didier Laguerre, maire de Fort-de-France sur place chez lui en Martinique : *« Pour demander réparations en préjudices du passé, il faut que l'on soit en mesure d'établir les possibilités de réparations en l'état actuel : est-ce qu'on peut demander qu'il y ait une réforme agraire ? Les terres n'appartenaient pas aux esclaves.*[14] *»*

Il n'est pas de notoriété publique que notre bâtonnier Georges-Emmanuel Germany alias sa majesté Dah Miléko, prince et ambassadeur du royaume d'Allada au Bénin, grand défenseur du Mouvement International pour les Réparations (MIR), ait bronché suite à cette réplique cinglante du président Talon.

Autre fait important : vu la forte promesse faite par le président Talon[15] que le gouvernement béninois subventionnerait et mettrait tout en œuvre pour qu'un pont aérien direct voit le jour entre Cotounou et Fort-de-France[16], il est très peu probable que ce genre d'annonce venant d'un président en exercice eût été faite à deux populations entières de façon précipitée par suite de quelconques polémiques. Et c'est précisément là que semble se situer une partie des enjeux économiques et géopolitiques entourant cette fameuse visite : d'une part le négationnisme, et d'autre part l'apologie de crimes contre l'humanité. Le Bénin a entamé depuis quelques temps un projet faramineux de valorisation et de reconstitution de sites historiques afin d'y organiser un tourisme dit mémoriel de masse à la gloire du glorieux passé esclavagiste du royaume du Dahomey. La description de la publication d'un reportage de Martinique 1ère à cet effet sur la page Facebook officiel du Ministère du Tourisme de la Culture et des Arts du Bénin est on ne peut plus maladroite et révélatrice : "Bénin, en route pour un projet titanesque de tourisme mémoriel. Du Bénin, premier site de départ de l'ancienne côte des esclaves, sont partis entre 1,5 et 2 millions de captifs sur trois siècles. Le Gouvernement du Bénin de Patrice Talon a de grands projets de tourisme mémoriel pour compléter ce qui existe. Les travaux ont déjà commencé." Parc d'attraction sous couvert de mémoire ? À la gloire de qui concrètement ? Coût total du projet : près d'un milliard d'euros[17], et plusieurs martiniquais et guadeloupéens participants au développement de ce projet titanesque en tant que cadres. Concernant ce projet pharaonique, Amnesty International a dévoilé un rapport de 78 pages le 7 décembre 2023, faisant état de *conditions d'expulsions réalisées dans le cadre de quatre projets de développement et d'aménagement. Le rapport met en lumière de multiples violations du droit à un logement convenable, notamment un manque de consultation en bonne et due forme, l'absence de préavis suffisant et raisonnable donné aux habitant-e-s, des expulsions menées de façon inacceptable, l'insuffisance ou l'absence d'indemnisation, et les obstacles rencontrés par les personnes concernées pour déposer des recours administratifs et juridictionnels*[18]. Si Patrice Talon ne semble pas manquer d'opposants politiques, il semblerait néanmoins que presqu'aucune personnalité béninoise ne s'oppose à sa politique mémorielle, pas même un Strasbourgeois né en France de parents Béninois originaires du royaume d'Allada. Qui sait, peut-être que le film *The Woman King* a eu pour effet d'accélérer les fantasmes, tout autant que le fameux *Wakanda*.

Toutes ces manœuvres teintées de négationnismes ne sont pas étrangères aux martiniquais, et ce depuis fort longtemps. La fondation *Mémoire et Esclavage*[19], la *Fondation Esclavage et Réconciliation* (FER, nom assez cocasse), et l'association C*M98* sont toutes en bonne partie financées ou en lien avec Bernard Hayot. Autre petit clin d'oeil : l'un des membres fondateurs de la *Fondation Esclavage et Réconciliation* (FER) n'est autre que le défunt Serge Guézo, Prince d'Abomey (capitale du royaume des Fons, au Bénin, ex-Dahomay)[20]... un descendant de nobles esclavagistes. Il va sans dire qu'aussi toutes ces initiatives écartent du revers de la main la question des réparations. À ce titre, Serge Romana, afro descendant guadeloupéen, membre fondateur de la fondation FER ainsi que fondateur de l'association CM98 fût on ne peut plus clair dans l'émission Politiquement (In) Correct du dimanche 25 septembre 2022 chez Viaatv Martinique, lorsqu'Eddie Marajo lui demanda son avis sur la question des réparations (accrochez-vous) : *« À la limite que des esclaves demandent des réparations financières, je peux comprendre ça : c'est eux qui ont vécus la catastrophe. Mais enfin des gens qui prennent leurs petites coupes de champagnes, qui sont tranquilles, etc., qui vont me raconter des réparations financières, pour des gens qui étaient leurs parents qui ont soufferts : il y a un truc que je ne comprends pas.*[21] *»* La retranscription ne rend bien évidement pas justice à l'élocution du bougre. Vous pourrez par ailleurs apprécier la prise de défense de Serge Romana dans les commentaires de la publication en question par... : Catherine Conconne. Le monde est petit.

S'il est indéniable que la Martinique ait produit et continue de produire nombre et nombre de facilitateurs martiniquais au profit de l'impérialisme et du néocolonialisme français par-delà nos eaux, qu'en est-il des contestataires martiniquais face à ces manies nostalgiques, négationnistes et teintées d'apologies de crimes contre l'humanité ? Aux premiers abords il semblerait que la terre de l'esclave Romain, de Lumina Sophie, D'andré Aliker, de Frantz Fanon, de l'Ojam, des Yich Telga, pour ne citer qu'eux parmi beaucoup d'autres hommes et femmes courageux, ne semble pas avoir dit son dernier mot sur ces points névralgiques. Nombre d'actions de désobéissance civil ont eu cours, visant à dénoncer les crimes coloniaux, le recel de crime contre l'humanité, l'apologie de crime contre l'humanité, le négationnisme et le révisionnisme pratiqués par-delà nos eaux mais aussi par nos personnalités et acteurs économiques locaux, dont certains héritages consolidés ont par ailleurs permis les pérennisations d'abus de positions dominantes et le déni de justice, notamment quant au désastre écologique, sanitaire, économique et au scandale politique du Chlordénone (communément appelé Kepone aux USA)[22]. Si certains évènements n'ont absolument rien à voir avec la dénonciation de crimes coloniaux, pour autant l'on ne compte plus les actes de blocages, de sabotages, de dégradations et d'incendies de bâtiments publics clés, de plantations, d'entreprises cibles, d'émeutes ou de situations insurrectionnels ayants réellement des fondements de revendications anticolonialistes depuis 2019. L'on ne compte plus non plus les dommages collatéraux à la suite de la répression de l'État français. Point culminant : la répression du 13 janvier 2020[23]. Autre point culminant : les déboulonnages citoyens de deux statues de Victor Schoelcher le 22 mai 2020[24] en Martinique. Il s'agissait, pour celles et ceux assumant les nombreuses tentatives précédentes et la réussite effective de ces actes, non

suite à la page(16)

Palestine : Unité de la terre, du peuple et de la lutte (Appel)



Des Palestiniens manifestent le long de la barrière de Gaza contre la commémoration israélienne du « Jour de Jérusalem » qui célèbre la capture et la colonisation de Jérusalem après la guerre de 1967, le 18 mai 2023. (photo : mohammed dahman/apa images)



Vive la Palestine unie, vive le peuple palestinien.

Par les Palestiniens en Palestine et en exil

Aujourd'hui, Gaza est en première ligne, mais elle n'est pas seule. Nous appelons tous les Palestiniens, où qu'ils se trouvent, à s'unir dans l'action. Notre libération ne peut être obtenue que par l'unité de la lutte, fondée sur l'unité du peuple et de la terre.

Cette déclaration d'unité a été rédigée par des Palestiniens engagés en Palestine et en exil qui, comme beaucoup d'autres, considèrent que les tentatives visant à fragmenter davantage les Palestiniens et à les enfermer dans un autre processus de plusieurs décennies représentent un grave danger pour leur libération nationale qui doit être clairement et éthiquement affronté. Cette déclaration a également été publiée en arabe dans Mada Masr.

Notre peuple à Gaza,

Aujourd'hui, nous vous saluons, vous et tous nos courageux martyrs. Vous êtes au cœur de notre lutte. C'est pourquoi notre adversaire tente de briser votre esprit. Nous n'oublierons jamais vos sacrifices et ne permettrons jamais aux sionistes de réussir.

Nos frères et sœurs de Gaza, nous avons entendu vos demandes. Nous faisons tout ce qui est en notre pouvoir pour mettre fin à l'effusion de sang, et nous devons faire plus. Nous nous battons pour arrêter la guerre génocidaire contre vous, pour demander des sanctions, pour lever le blocus qui vous prive de vie, pour soutenir votre retour dans vos maisons, pour faire face à la complicité avec le régime et pour résister à ses pulsions meurtrières. Nous nous mobilisons pour refuser un retour aux massacres normalisés et au siège étouffant contre notre peuple, qui étaient le statu quo avant le début de ce génocide.

Les Palestiniens du monde entier,

Nous sommes entrés dans le siècle de notre libération et la puissance occupante est plus faible que jamais. C'est le moment où nous, le peuple palestinien, devons nous lever collectivement pour saisir notre victoire et nous libérer.Regardez Gaza.Elle nous montre la voie, récupère notre pouvoir et fait avancer la lutte pour une vie meilleure, non seulement en Palestine, mais aussi au-delà.

Le régime colonial sioniste qui nous gouverne, Israël, poursuit ses tentatives incessantes d'effacer notre présence de notre patrie, d'anéantir Gaza, de déposséder nos résidents en Cisjordanie, et d'emprisonner, de torturer et de tuer notre peuple dans toute la Palestine historique.

Tant que nous continuerons à résister collectivement, nous en sortirons victorieux.

Après plus d'un siècle de colonisation sioniste et 75 ans de Nakba et d'apartheid, nous, le peuple palestinien, non seulement restons ici, affirmant notre identité et résistant à la colonisation de l'ensemble de notre terre, que nous n'abandonnerons jamais, mais nous devenons également plus forts, avec une solidarité internationale croissante s'unissant derrière notre juste cause.

À chaque génération, nous renouvelons notre engagement, tandis que la crise du régime sioniste s'aggrave et s'intensifie.

Grand peuple, n'oublie pas tes victoires !

En 2021, nous avons une fois de plus affirmé que notre histoire de justice ne peut être effacée, quelle que soit la cruauté et la brutalité de l'oppression israélienne. Lors de l'Intifada de l'unité, nous nous sommes levés avec dignité et avons manifesté une vérité simple : les Palestiniens ne font qu'un.

En 2021, nous avons une fois de plus affirmé que notre histoire de justice ne peut être effacée, quelle que soit la cruauté et la brutalité de l'oppression israélienne. Lors de l'Intifada de l'Unité, nous nous sommes élevés avec dignité et avons manifesté une vérité simple : les Palestiniens sont un seul peuple, nous appartenons à l'ensemble de la Palestine et elle nous appartient, et les efforts coloniaux pour nous disperser, nous fragmenter et nous assassiner échoueront, tout comme ils ont échoué dans toutes les autres luttes de libération nationale.

En 2023, nous avons montré que nous étions capables de surprendre nos occupants, d'ébranler leur présomption d'invincibilité et de briser leur illusion qu'ils peuvent maintenir leur domination coloniale à tout prix.

Aujourd'hui, Gaza est en première ligne, mais elle n'est pas seule. Les Palestiniens mènent notre lutte dans les rues, dans les oliveraies, sous terre, devant les tribunaux internationaux, dans les prisons, dans les camps de réfugiés et dans tous les défis lancés au régime sioniste dans toute la Palestine colonisée et dans l'exil forcé. Oui, il y a de la paralysie et de la peur.

Notre peuple est confronté à des pouvoirs autoritaires qui tentent de nous réduire au silence, et en Palestine, le régime criminel et ses opérateurs ont attisé notre peur, arrêté et torturé des milliers de personnes, et tué nos camarades, en essayant de briser notre volonté.

Pourtant, nos voix sont plus fortes que jamais, libérant l'ampleur de notre passion à travers le monde. Nous nous élevons contre le génocide que ce régime colonial et ses partisans, principalement les États-Unis, déchaînent hystériquement sur nos familles à Gaza. Nos alliés internationaux, au premier rang desquels l'Afrique du Sud, comprennent que le vent tourne, qu'il est temps de défier l'hégémonie occidentale, et se battent à nos côtés pour un ordre mondial plus juste.

Pendant ce temps, les forces de sécurité servent les intérêts israéliens au lieu de protéger notre peuple. Les régimes arabes non démocratiques maintiennent la normalisation et la complicité. Et la classe politique confuse de Cisjordanie et les « dirigeants et technocrates » palestiniens corrompus et illégitimes s'affairent à trouver de nouveaux moyens de diminuer notre juste cause et de renoncer à nos droits. Ils essaieront de nous apaiser et de nous manipuler pour que nous acceptions les illusions d'un État, en reconditionnant le régime d'apartheid sous l'apparence d'une « solution à deux États ».

Ils parleront d'un « jour d'après » à Gaza, prétendument pour aider notre peuple.

Ne vous y trompez pas. L'offre d'un État palestinien est une illusion. Il n'y aura jamais de souveraineté palestinienne sans démantèlement du sionisme. Notre peuple ne sera pas aidé sans justice. Ces offres ne sont rien d'autre qu'une continuation du régime immoral, criminel et raciste de l'apartheid. La partition de la Palestine n'est rien d'autre qu'une légitimation du sionisme, une trahison de notre peuple et l'achèvement final de la Nakba.

Malgré la corruption morale et politique des soi-disant dirigeants, nous, le peuple palestinien, continuons d'affirmer que notre lutte de libération vise un avenir de liberté et de retour, de justice et de dignité entre le fleuve et la mer. Notre libération ne peut être réalisée que par l'unité de la lutte, fondée sur l'unité du peuple et de la terre.

Nous appelons donc les 14 millions de Palestiniens du monde entier – en Palestine et dans son périmètre, en exil lointain ou proche – à s'unir dans l'action. Il ne peut y avoir de « solution » sans que nos réfugiés ne retournent dans leur foyer éternel, qui les attend toujours. Il ne peut y avoir de jour suivant où Gaza reste sous blocus, où ses habitants périssent de faim. Il ne peut y avoir de paix sans justice. Nous ne pourrons jamais coexister avec le colonialisme sioniste, qui est un crime contre l'humanité.

Peuple de Palestine,

La Palestine n'a jamais été et ne sera jamais partagée. Nous avons déjà notre patrie. La Palestine est ici, là où elle a toujours été. Nous voulons qu'elle soit libre et prospère. Nous voulons reconstituer notre peuple, accueillir nos réfugiés dans leurs villes, unifier et guérir notre terre, et construire notre avenir ensemble. Notre Palestine libérée, avec le retour de ses réfugiés, sera un phare pour l'ensemble de l'humanité, accueillant tous ceux qui veulent y vivre dans l'égalité et poursuivant partout la liberté et la justice.

Notre cause est une cause juste. Nous appelons toutes les personnes de conscience à se joindre à nous.

Nous appelons à une direction représentative, compétente et révolutionnaire qui parle de notre libération nationale et représente le consensus politique de notre peuple. Nous devons mettre fin à toute forme de collaboration avec l'oppresseur.

Unis, nous ne nous reposerons pas tant que nous n'aurons pas démantelé les systèmes de domination, d'assujettissement et d'apartheid sous toutes leurs formes, en mettant fin une fois pour toutes à la colonisation de notre terre et de notre peuple.

Et notre lutte ne s'arrêtera pas tant que Gaza ne sera pas rachetée, tant que la Palestine ne sera pas libre.

La Palestine est l'unité de la terre, l'unité du peuple et l'unité de la lutte.

Vive la Palestine unie, vive le peuple palestinien.

Mondoweiss
Traduit par Brahim Madaci
Afrique Asie 18 mars 2024

Élections au Venezuela : la cible du nouveau plan américain



Nicolás Maduro accueilli par des milliers de personnes dans la ville de Maturín. Photo : Nicolás Maduro

Par Zoe Alexandra & Walter Smolarek

Alors que le Venezuela s'apprête à se rendre aux urnes en juillet, les États-Unis ont déjà commencé à semer la suspicion et le doute autour du processus électoral.

Vingt-cinq ans après l'arrivée au pouvoir d'Hugo Chávez et le début de la révolution bolivarienne au Venezuela, les fonctionnaires américains ne se sont toujours pas lassés d'imaginer de nouveaux complots pour renverser le gouvernement du pays. Il y a cinq ans, à la suite des dernières élections présidentielles, ils ont tenté d'installer Juan Guaidó - un homme politique dont la plupart des Vénézuéliens n'avaient jamais entendu parler - à la tête de l'État. Aujourd'hui, alors que la date de la prochaine élection présidentielle est officiellement fixée au 28 juillet, l'administration Biden se prépare à la plus grande tentative de changement de régime depuis la tentative de coup d'État de Guaidó.

Le Venezuela est depuis longtemps la cible de l'intervention américaine en raison de ses efforts pour construire un modèle alternatif au capitalisme néolibéral poussé par des institutions telles que le FMI et la Banque mondiale. D'abord théorisée et mise en œuvre sous la direction de Chávez, la révolution bolivarienne au Venezuela propose un nouveau modèle qui met l'accent sur l'utilisation des ressources du pays, telles que ses revenus pétroliers, pour financer des missions cruciales. Celles-ci garantissent des droits tels que l'éducation, l'alimentation, le logement, le transport, la culture et le sport aux majorités historiquement exclues, afin de réduire les inégalités socio-économiques de longue date. Un élément central de la révolution bolivarienne est la transformation politique et culturelle du peuple par la promotion de la culture nationale vénézuélienne, de l'internationalisme, de l'anti-impérialisme et de l'autonomisation de toutes les personnes en tant que sujets politiques ayant des droits et des responsabilités. Il s'agit d'un projet en contradiction directe avec les intérêts américains dans ce pays riche en pétrole et dans la région que Washington considère comme son arrière-cour.

Les élections de 2024

Le président Nicolás Maduro se présente à la réélection en tant que candidat du Parti socialiste unifié du Venezuela (PSUV) et de la grande coalition du Pôle patriotique. Il a construit sa campagne autour d'un programme appelé "Sept transformations", qui propose de nouvelles initiatives majeures dans les domaines de la modernisation économique, de l'affirmation de la souveraineté nationale, de la sûreté et de la sécurité, de la garantie des droits sociaux, de la participation politique, de l'environnement et de la géopolitique. Ces initiatives visent à maintenir l'orientation socialiste et favorable aux pauvres du modèle de développement du pays, tout en mettant en œuvre des réformes destinées à stimuler l'activité économique et à contrecarrer l'impact des sanctions paralysantes imposées par les États-Unis.

L'opposition est divisée en plusieurs camps. La plus grande coalition de partis d'opposition s'appelle la Plate-forme unitaire et se compose de partis ou de factions de partis contrôlés par l'élite vénézuélienne qui a été évincée des postes de pouvoir à la suite de la révolution bolivarienne. La Plate-forme unitaire a participé à plusieurs cycles de négociations avec le gouvernement au cours de l'année précédant les élections et a signé un accord en octobre dernier, connu sous le nom d'"accord de la Barbade".

Dans cet accord, l'opposition a obtenu des concessions sur des questions liées à l'organisation du processus électoral et, en échange, les États-Unis ont accepté d'assouplir certaines sanctions relatives aux industries pétrolières et minières du Venezuela. L'accord de la Barbade stipulait que seules les personnalités de l'opposition éligibles selon les lois en vigueur seraient autorisées à se présenter. À ce stade, la Plate-forme unitaire n'a pas choisi de candidat.

Les détails du déroulement du processus électoral, les règles relatives à la campagne sur les plateformes médiatiques, la participation d'observateurs électoraux et la mise à jour des listes électorales ont été décrits dans un accord signé le 28 février. Cet accord est le fruit d'un dialogue entre plus de 150 organisations politiques et sociales et repose sur plus de 500 propositions. Quatre-vingt-dix-sept pour cent des partis politiques enregistrés auprès du Conseil national électoral y ont participé.

Néanmoins, les fonctionnaires américains ont présenté ce processus électoral, qui a fait l'objet de délibérations approfondies et qui a été approuvé avec un soutien aussi large, comme une atteinte à la démocratie.

María Corina Machado et le récit de la fraude

L'approche du gouvernement américain suit un scénario bien connu : mener une campagne dans les médias et par l'intermédiaire d'organisations internationales pour jeter le doute sur l'intégrité du processus électoral de manière si implacable que le résultat peut être présenté comme frauduleux, quelles que soient les preuves réelles le jour de l'élection.

La pièce maîtresse du récit de la "fraude électorale" est déjà en place et tourne autour de la disqualification de la figure de l'opposition María Corina Machado.

Mme Machado est la fille aînée de Henrique Machado Zuloaga, qui était un dirigeant de la société Sivensa, l'une des plus grandes entreprises sidérurgiques du Venezuela, qui a été nationalisée en 2008 sous la présidence d'Hugo Chávez. Depuis le début de la révolution bolivarienne, Mme Machado est active dans l'opposition de droite et est allée jusqu'à soutenir des campagnes de déstabilisation et des tentatives de renversement des gouvernements démocratiquement élus du Venezuela. Elle a été membre de l'Assemblée nationale du Venezuela de 2011 à 2014.

En juillet 2015, le bureau du contrôleur général vénézuélien a annoncé que Mme Machado n'avait pas le droit d'exercer une fonction publique pendant une période d'un an après avoir négligé de divulguer l'étendue de ses revenus lorsqu'elle occupait des fonctions publiques.

Les enquêtes sur Machado se poursuivent. En juillet 2023, le député de l'opposition José Brito a demandé une mise à jour sur son éligibilité à la fonction publique, compte tenu de la prochaine élection présidentielle et de son intention déclarée de se présenter. Le bureau du contrôleur général a répondu en confirmant que la disqualification de Machado était maintenue et constituait une interdiction de 15 ans en raison de son soutien à des complots de changement de régime.

Bien qu'elle ait initialement refusé de participer au processus, Mme Machado a fait appel de son interdiction par le biais de la procédure de l'accord de la Barbade, qui stipule également que tous les candidats doivent défendre l'indépendance du Venezuela et rejeter les actions violentes contre le gouvernement. En janvier 2024, la Cour suprême du Venezuela a rendu une sentence rejetant l'appel de Mme Machado contre l'interdiction.

L'administration Biden a immédiatement cherché à utiliser la coercition économique pour saper cette décision prise par une institution du Venezuela, un État souverain. Dans le cadre de l'accord de la Barbade, le gouvernement américain a délivré des licences à certaines compagnies pétrolières leur permettant de reprendre leurs activités au Venezuela malgré les sanctions. Fin janvier, le Département d'État a annoncé que les dérogations aux sanctions accordées à ces entreprises ne seraient pas renouvelées à leur expiration le 18 avril.

Dans le même temps, les médias ne cessent de renforcer la position selon laquelle une élection sans Machado ne peut être considérée comme légitime. Le 30 janvier, quelques jours après le rejet de son appel par la Cour suprême, Mme Machado est passée sur la chaîne de télévision CNN et a été présentée aux téléspectateurs comme "la principale dirigeante de l'opposition vénézuélienne". Un article antérieur du Washington Post est également typique de ce récit, titré : "Elle est la tête de liste dans la course pour chasser Maduro. Il veut la bloquer". Cette combinaison de pressions économiques et politiques est à l'origine de l'explosion de la violence de rue de la droite dans le passé, après l'élection présidentielle de 2013, lorsque Maduro a été élu pour la première fois.

Machado : Un agent du changement de régime ?

En 2002, à la suite de l'éphémère coup d'État contre Chávez, Mme Machado a signé le décret établissant un gouvernement non élu dirigé par le président de la Chambre de commerce Pedro Carmona. En 2005, elle a rencontré l'ancien président américain George W. Bush à la Maison-Blanche pour discuter de la "démocratie" (c'est-à-dire du renversement du gouvernement vénézuélien). Plus récemment, elle a été l'une des principales partisanes et dirigeantes des nombreux complots de la droite visant à renverser le président démocratiquement élu Nicolás Maduro. Il s'agit notamment des manifestations de la guarimba de 2014 et 2017, qui ont donné lieu à des violences extrêmes contre les forces de sécurité et les partisans chavistes, ainsi qu'à la destruction d'infrastructures.

En 2014, Mme Machado a été démise de ses fonctions à l'Assemblée nationale après avoir assisté à une réunion de l'Organisation des États américains (OEA) à la place du représentant panaméen afin de témoigner des manifestations de 2014, de s'exprimer contre le gouvernement et d'appeler l'étranger à soutenir sa cause. Cette décision a été largement condamnée comme une violation de la constitution vénézuélienne et de la loi panaméenne, et en réponse, la société civile panaméenne et les organisations du mouvement ont intenté une action en justice contre elle pour usurpation d'une fonction publique.

Mme Machado a également célébré l'efficacité du régime de sanctions illégales imposées au Venezuela pour exercer une pression politique en faveur d'un changement de régime et, à plusieurs reprises, elle a appelé à un renforcement des sanctions. Les sanctions ont eu des conséquences dévastatrices pour le peuple vénézuélien, bien documentées par différents organes et rapporteurs des Nations unies, des organisations de défense des droits de l'homme et des groupes de réflexion. Le rapporteur spécial des Nations unies, Alena Douhan, a noté que "l'objectif annoncé de la campagne de "pression maximale" - changer le gouvernement du Venezuela - viole le principe de l'égalité souveraine des États et constitue une intervention dans les affaires intérieures du Venezuela qui affecte par ailleurs ses relations régionales".

En 2019, Machado a soutenu les pressions exercées par le gouvernement parallèle et fictif de Juan Guaidó pour demander à l'OEA d'appliquer le Traité interaméricain d'assistance réciproque (TIAR) contre le Venezuela afin de mettre fin à l'"usurpation de pouvoir" de Maduro. L'activation du TIAR aurait fourni une justification légale à une intervention militaire étrangère, à des sanctions économiques (supplémentaires) et à un blocus commercial.

Machado a participé et bénéficié du pillage des entreprises et des biens de l'État que le "gouvernement" Guaidó avait illégalement saisis, tels que Monomeros et CITGO.

Les États-Unis cherchent à délégitimer la démocratie vénézuélienne

Un examen des faits réels de la carrière politique de Machado montre que la vérité est bien plus compliquée que le récit dominant d'un gouvernement réprimant sans fondement un opposant.

Après des années d'instabilité politique causée par des complots de la droite visant à renverser le gouvernement démocratiquement élu et même à assassiner le dirigeant, le gouvernement vénézuélien a poursuivi un principe simple : les forces politiques de toute variété idéologique peuvent participer aux élections tant qu'elles ne conspirent pas avec des puissances étrangères pour porter atteinte à l'indépendance du Venezuela ou à ses institutions souveraines. Ce principe est conforme aux pratiques en vigueur dans le monde entier. Aux États-Unis, par exemple, la clause du 14ème amendement qui interdit aux personnes coupables d'insurrection d'exercer une fonction publique a fait l'objet d'une grande attention de la part de l'opinion publique.

À l'approche des élections du 28 juillet, les tensions entre les différents éléments de la scène politique vénézuélienne ne manqueront pas de s'intensifier. Mais l'administration Biden sera certainement guidée par le même objectif primordial qui a animé les décisions politiques des administrations démocrates et républicaines : écarter du pouvoir l'un des plus anciens opposants au rôle dominant de Washington dans l'hémisphère occidental.

*Zoe Alexandra est la co-éditrice de Peoples Dispatch et Walter Smolarek est le rédacteur en chef de Liberation News.

Peoples Dispatch 15 Mars 2024
Traduction Bernard Tornare
16 Mars 2024

La Celac a exigé le dialogue et non une option militaire



La présidente du Honduras, Xiomara Castro

Le président hondurien a déclaré que sous aucune excuse ne devrait être autorisée en Haïti une action militaire qui viole le respect de l'autodétermination du peuple.

La présidente du Honduras, Xiomara Castro, à la tête de la présidence pro tempore de la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes (Celac), a exigé samedi une action immédiate pour résoudre la crise en Haïti, car elle menace la paix régionale et a rejeté l'option d'intervention militaire dans ce pays des Caraïbes.

La présidente, après avoir convoqué vendredi dernier une réunion d'urgence avec ses homologues de Colombie et de Saint-Vincent-et-les Grenadines, Gustavo Petro et Ralph Gonçalvez, membres du conseil d'administration de l'organisation régionale, a promu la création d'une Coopération et de Dialogue Politique pour Haïti.

Le Hondurien a souligné dans une déclaration que les membres de la Celac sont « obligés » de respecter la Déclaration de Kingstown et qu'ils ne doivent « sous aucune excuse » « permettre une action militaire qui viole le principe de non-intervention et de respect de l'autodétermination des pays »

Selon la Déclaration de Kingstown, signée le 3 mars, les membres de la Celac ont souligné lors du sommet tenu deux jours plus tôt à Saint-Vincent-et-les Grenadines que « la crise actuelle nécessite une solution menée par Haïti qui englobe un large dialogue entre la société civile et les acteurs politiques. « Face à la crise prolongée de l'État haïtien aggravée par l'assassinat du Président Jovenel Moise en 2021, par la violence qui affecte actuellement le peuple haïtien et considérant qu'il est urgent de déterminer son sort, Castro a décidé de convoquer une réunion « extraordinaire » par exemple, lundi prochain pour la mise en œuvre et le suivi des actions en faveur d'Haïti.

Haïti, le pays le plus pauvre d'Amérique, reste plongé dans une vague de violence menée par des gangs armés qui contrôlent une grande partie du territoire national et qui a conduit le Premier ministre, Ariel Henry, à démissionner et à quitter le pays en attente de déploiement d'une mission multinationale de soutien à la sécurité qui sera dirigée par le Kenya et approuvée par l'ONU.

« La Celac apportera tout le soutien nécessaire et inconditionnel à Haïti, le premier peuple indépendant de notre Amérique latine et des Caraïbes », a déclaré Xiomara Castro dans le communiqué.

Télésur 17 mars 2024


Suite de la page (9)



U.S. Secretary of State Anthony Blinken oversees the proceedings conducted by CARICOM allies Guyanese President Irfaan Ali and Jamaican Prime Minister Andrew Holness.

We don't need soldiers here. The Haitian police force and army are enough and are trained enough to end that.... They will come here to keep the status quo and to help the rich. They will come here to make sure that rich countries keep stealing everything we have in Haiti. That's what they're here for. Not for us..."

Asked if he thought the Haitian people could stop the intervention. "There is no weapon more powerful than the people's will. If Haitian people want to resist, we will resist together. If they have to kill us together, they will kill all of us. But we can resist, and we will. Certainly we will."

Indeed, if all else fails, Washington appears prepared to send its own troops: "U.S. Southern Command (SOUTHCOM) is prepared with a broad range of contingency plans to ensure the safety and security of U.S. citizens in Haiti," SOUTHCOM said in a statement.

Ariel Henry may soon join the ranks of other former U.S. allies who were dumped or betrayed by Washington, like Osama Bin Laden, Saddam Hussein, Manuel Noriega, and many others.

As the late Henry Kissinger is once reported to have said: "It may be dangerous to be America's enemy, but to be America's friend is fatal."

Suite de la page (7)

(aujourd'hui démissionnaire, NdT), n'a aucune base légale pour appeler à une invasion étrangère d'Haïti ? Les citoyens de ces pays se sont-ils demandé se sont-ils demandé pourquoi les États-Unis ou l'ONU n'appellent pas à l'invasion armée d'un pays comme l'Équateur, où des gangs brutaux ont assiégé le pays, ou la Jamaïque, où l'état d'urgence est quasi permanent, ou les États-Unis eux-mêmes, où des fusillades de masse sont perpétrées chaque jour ? Les citoyens de ces pays se sont-ils demandé pourquoi les États-Unis ou les Nations unies n'appellent pas à l'invasion armée d'Israël, qui commet un génocide ?

Pourquoi Haïti ? On nous dit que l'intérêt des États-Unis pour Haïti est humanitaire, que les États-Unis veulent protéger le peuple haïtien des « gangs criminels ». Pourtant, les armes états-uniennes ont inondé Haïti et les États-Unis ont constamment rejeté les appels à l'application effective de la résolution du Conseil de sécurité de l'ONU pour un embargo sur les armes contre les élites haïtiennes et états-uniennes qui importent des armes dans le pays. En outre, lorsque nous parlons de « gangs », nous devons reconnaître que les gangs les plus puissants du pays sont des filiales des États-Unis eux-mêmes : le Bureau intégré des Nations unies (BINUH) et le Core Group, les deux entités coloniales qui ont effectivement dirigé le pays depuis le coup d'État de 2004. C'est ce gang, le Core Group et son Premier ministre installé, Henry, qui, avec le bureau de l'ONU en Haïti, insiste sur cette solution violente à la crise dans le pays – une crise qu'ils ont eux-mêmes contribué à créer.

Alors qu'Haïti est confronté à une nouvelle invasion – cette fois-ci menée nominalement par le Kenya et les pays du CARICOM – je voudrais demander à la communauté caribéenne de réfléchir au vaste arsenal dont dispose l'empire états-unien pour convaincre le reste du monde d'accepter volontiers une nouvelle attaque contre la souveraineté haïtienne. Je voudrais également demander à la communauté caribéenne de prendre en considération le fait qu'une grande partie de ce que nous entendons sur Haïti aujourd'hui est une déformation – ou une fabrication pure et simple – de la réalité sociale et politique d'Haïti.

Document ci-dessus : Le 13 mars, le Southern Command déploie une unité d'élite des Marines des États-Unis à Port-au-Prince, en Haïti.

La plupart d'entre eux manquent de contexte historique, en particulier lorsqu'il s'agit de l'ingérence incessante des agents et institutions étrangers, pour comprendre la situation haïtienne. Elle repose en grande partie sur un racisme profond qui présume que les Noirs sont ingouvernables tout en s'opposant aux implications de l'engagement historique d'Haïti en faveur de la liberté des Noirs.

Dans le même temps, les protestations continues de la communauté haïtienne contre les troupes étrangères et l'ingérence occidentale témoignent de son courage inébranlable. Haïti est le théâtre de l'une des plus longues luttes au monde pour la libération des Noirs et l'indépendance anticoloniale. Cela explique l'assaut réactionnaire constant de l'empire états-unien contre le peuple haïtien, punissant ses tentatives répétées de souveraineté par des décennies d'instabilité destinées à garantir et à étendre l'hégémonie des Etats-Unis. Depuis deux siècles, la contre-insurrection impériale contre Haïti vise à mettre fin à l'expérience révolutionnaire la plus ambitieuse du monde moderne. Les tactiques déployées pour attaquer la souveraineté haïtienne ont été cohérentes et persistantes.

Alors que Linda Thomas-Greenfield, l'ambassadrice des États-Unis auprès des Nations Unies, était au Guyana le week-end dernier, en partie pour « continuer à rallier le soutien mondial à la mission multinationale de soutien à la sécurité (MSS) en Haïti », nous devons nous demander pourquoi les dirigeants de la CARICOM veulent participer à la destruction de la souveraineté et du peuple haïtiens. Et nous devons nous rappeler que la « crise » en Haïti a été créée et entretenue par les États-Unis et leurs alliés. Les pays de la CARICOM doivent s'opposer à l'occupation étrangère d'Haïti et ne pas prolonger la crise.

Après la démission d'Ariel Henry, les États-Unis sont en train de créer le nouveau « gouvernement » d'Haïti en donnant à leurs protégés de la bourgeoisie haïtienne de 24 à48 heures pour envoyer des noms à un « conseil présidentiel » dont la première priorité est de préparer le pays à une intervention armée étrangère.

Tout Haïtien participant à cette mascarade est un traître.

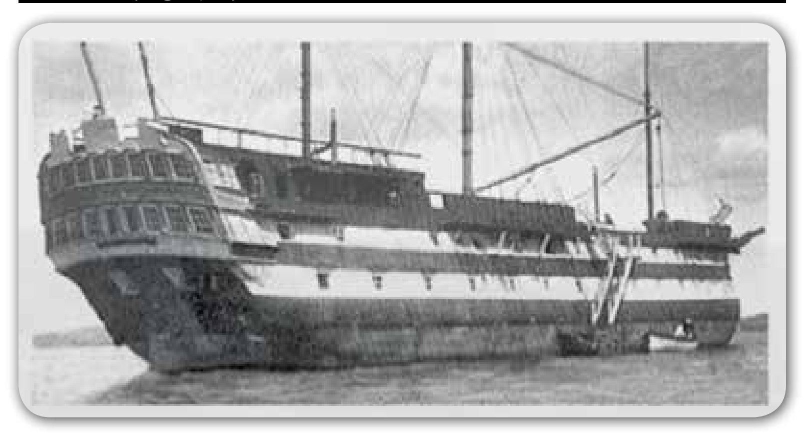
*D'origine haïtienne, **Jemima Pierre** est professeure d'anthropologie à l'UCLA, à l'Institut de justice sociale de l'université de Colombie-Britannique et associée de recherche au Centre d'étude de la race, du genre et de la classe sociale de l'université de Johannesburg. Coordinatrice pour Haïti/Amériques de l'Alliance Noire pour la Paix (Black Alliance for Peace)

Note:

(1) Lire https://venezuelainfos.wordpress.com/2019/02/17/la-revolution-qui-progresse-en-haiti-est-directement-liee-a-celle-du-venezuela/

Stabroek News 26 février 2024
Traduction de l'anglais : Thierry Deronne
Venezuela Infos 13 mars 2024
Investig'Action 15 mars 2024

Suite de la page (12)



Le Duguay-Trouin fût l'un des vaisseaux arrivés en janvier 1802 pour tenter de mater la révolution de Saint-Domingue

coloniaux mais aussi le storytelling de l'humanisme français républicain teinté d'un paternalisme qui invisibilise l'humanité et les aspirations des premières et les premiers concernés, à savoir : les captifs esclavisés eux-mêmes, massacrés ou ayants survécus. À la suite des déboulonnages des statues de Schoelcher et de la panique qui en a découlé, durant son allocution du dimanche14 Juin 2020 au peuple français, Emmanuel Macron déclara : *« Ce combat noble est dévoyé lorsqu'il se transforme en communautarisme, en réécriture haineuse ou fausse du passé. Ce combat est inacceptable lorsqu'il est récupéré par les séparatistes. Je vous le dis très clairement ce soir mes chers compatriotes : la République n'effacera aucune trace ni aucun nom de son histoire, elle n'oubliera aucune de ses œuvres, elle ne déboulonnera pas de statues.*[25] *» '* Certains martiniquais l'ont pris comme une offense de plus. Suite au passage à tabacs du jeune Keziah Nuissier par les forces de l'ordre françaises survenue le 16 Juillet 2020[26] à Fort-de-France, les statues de Pierre Belain d'Esnambuc et de Joséphine de Beauharnais furent toutes deux déboulonnées spontanément le 26 juillet 2020[27].

Nous connaissons donc on ne peut trop les nostalgies du colon et du noble, leur fort attachement à la symbolique, leur affection quasi- indélébile pour ce qu'ils considèrent comme un passé glorieux.

Il n'est donc pas surprenant pour nous de constater que le sous-marin nucléaire français en escale à Fort-de-France du 3 au 9 mars dernier, sans que l'on ne sache officiellement sa trajectoire, se nomme : Duguay-Trouin. Le Duguay-Trouin fût l'un des vaisseaux arrivés en janvier 1802 pour tenter de mater la révolution de Saint-Domingue[28]. Au micro de Cécille Marre chez Martinique la première le 5 mars dernier, le commandant de bord Jean-Baptiste Grossin déclara que l'un des éléments de la mission du Duguay-Trouin consiste à *la coopération avec notre allié premier que*

Après le zèle déployé par Patrice Talon et l'étalage au grand jour chez nous en Martinique de sa politique étrangère, culturelle et mémorielle, nous ne sommes pas non plus surpris de constater de la présence de représentants du Bénin dans l'imposition d'une quelconque démarche à la société civile haïtienne par la Caricom sous l'égide, entre autres, des USA, de la France et du Canada[30].

Non, nous ne sommes pas surpris des velléités négationnistes tentants d'abattre les revendications liées aux réparations.

Au vu du contexte géopolitique mondial et régional, ce qui en revanche a commencé à capter notre attention, c'est l'arrivée le 12 mars dernier dans notre Baie de Fort-de-France de la mission Jeanne D'Arc, ce qui n'était pas survenu depuis 2010 : porte-hélicoptères Tonnerre, frégate le Guépratte. 800 militaires, dont 640 marins, plus de 160 officiers élèves, ainsi qu'un groupement tactique embarqué de 150 soldats de l'armée de Terre[31]. Déploiement annuel ayant pour objectif de faire naviguer et de former les futurs officiers de la Marine loin, longtemps, et en équipage, dans un contexte opérationnel, un certain type d'entrainement fût ajouté à cette mission pour la première fois : *un volet contestation d'îlots isolés aura lieu avec reprise par la force,* conjointement avec des régiments de pays issues des régions Caraïbe et Amérique du Sud. La mission Jeanne D'Arc aussitôt stationnée au port de Fort-de-France, vint ensuite un communiqué, stipulant entre autres : *« Les Forces armées aux Antilles demeurent vigilantes quant à la dégradation du contexte sécuritaire à Haïti. Elles sont en mesure d'adapter leur dispositif en fonction d'évolutions potentielles de la situation. »*

Arriva par la suite un Antonov-124 sur le tarmac de l'aéroport Aimé Césaire du Lamentin le mercredi 13 mars. Les nouvelles allant très vite en Martinique, petit territoire oblige, il fallut peu de temps pour que des captures d'images de visiteurs de l'aéroport commencent à circuler sur les réseaux sociaux : matériel militaire, hélicoptères.

Le lendemain, le 14 mars, ce fût une visite de deux jours de Gérald Darmanin, ministre de l'Intérieur et des Outre-mer et Marie Guévenoux, ministre déléguée chargée des Outre-mer, visite officiellement annoncé publiquement le 8 mars[32], pour des motifs officiels, et fort probablement officieux aussi mais gardés secret défense, pour le moment.

Que les choses soient clairs pour toutes et tous : cette mission à venir en Haïti, clamée ça et là constituée une mission de maintien de la paix n'en est pas une. Si telle était le cas, elle aurait été portée sous la bannière de l'ONU, or ce n'est pas le cas : elle est portée par des puissances étrangères, et ce de façon officielle et assumée pour celles et ceux qui savent bien lire entre les lignes, au-delà des grandes déclarations et des communiqués. C'est ce que l'on appelle : une invasion.

Dans un rapport lu aux membres de sécurité de l'ONU le 15 aout 2023, le secrétaire général des Nations Unies, Antonio Guterres, énonça les prérogatives de la mission ainsi que les réalités à faire face : *« Le contexte actuel d'Haïti n'est pas propice au maintien de la paix »*, ajoutant que *l'ordre public devait être rétabli, les gangs désarmés, les installations stratégiques et les routes sécurisées et une présence étatique rétablie pour fournir les services de base. « Rien qu'un recours robuste à la force, complété par une série de mesures non cinétiques, par une force de police multinationale spécialisée et compétente, dotée de moyens militaires et coordonnée avec la police nationale, serait en mesure d'atteindre ces objectifs »*, a-t-il ajouté[33]. Cela signifie dommages collatéraux et pertes conséquentes en vies humaines.

À quel titre et au nom de quel peuple Catherine Conconne et Victorin Lurel pensent se prononcer concernant le dossier Haïtien ? Les Martiniquais, les Guadeloupéens et les Guyanais sont-ils au courant des enjeux en cours et des implications ? Sommes-nous prêts collectivement à avoir des morts sur la conscience parce que certains de nos élus auront, encore, fait le choix d'être le jouet sombre au carnaval des autres sans nous consulter ?

Il parait évident qu'Haïti porte une nouvelle fois le fardeau des enjeux immenses liés aux réparations pour un monde plus juste et équitable, et il semblerait que la France, ses alliés et ses facilitateurs trouvent moins onéreux et moins risqué de tenter de faire taire une nouvelle fois ces revendications légitimes à coups de contingents armées et ce afin de tenter de préserver le statuquo.

Haïti, seule, contre tous, pour ne pas changer.

Cela étant, dans le contexte d'une invasion imminente d'Haïti, de regains de tensions géopolitiques entre la Russie et la France quant au dossier Ukrainien, de tensions entre le Venezuela et le Guyana défendu par la Caricom et les USA concernant les ressources de l'Essequibo : pensons-nous réellement que l'utilisation des infrastructures de nos petits territoires à des fins impérialistes passe inaperçue aux yeux des ennemis de la France et de son allié les États-Unis ? Sommes-nous prêt collectivement à en subir les conséquences éventuelles ?

Je doute que ce macabre jeu de pompiers pyromanes en vaille la chandelle en ce qui nous concerne.

***Rodhney Robert,** militant anti-chlordécone, martiniquais.

-(Endnotes)

1 https://www.nytimes.com/fr/interactive/2022/05/20/world/americas/haiti-france-dette-reparations.html

2 https://www.dw.com/fr/envoi-contingents-b%C3%A9ni-nois-en-ha%C3%AFti/a-68441833

3 https://www.youtube.com/watch?v=8QMBOiIgTfY

4 https://la1ere.francetvinfo.fr/martinique/crise-aigue-en-haiti-la-sen-atrice-catherine-conconne-demande-une-plus-grande-implication-de-la-france-1389498.html

5 https://shorturl.at/almvH

6 https://www.senat.fr/groupe-interparlementaire-amitie/ami_642.html

7 https://www.jeuneafrique.com/311694/politique/dix-choses-a-savoir-patrice-talon-futur-president-be-nin/

8 https://www.lemonde.fr/afrique/article/2016/03/18/be-nin-les-nombreuses-casseroles-du-can-didat-talon_4885830_3212.html

9 https://www.youtube.com/watch?v=4N0OS2f4xVg

10 https://www.youtube.com/watch?v=YxOGAAON7hY&ab_chan-nel=ORTB

11 https://la1ere.francetvinfo.fr/martinique/le-president-de-republique-du-benin-de-passage-en-martinique-pour-une-visite-de-travail-1450181.html

12 https://www.youtube.com/watch?v=EL-IPKLpb9o&ab_chan-nel=Pr%C3%A9sidenceB%C3%A9nin

13 https://www.martinique.franceantilles.fr/actualite/insolite/georges-emmanuel-germany-intro-nise-prince-au-benin-595197.php

14 https://shorturl.at/imEN0

15 https://la1ere.francetvinfo.fr/martinique/il-y-a-beaucoup-a-faire-parce-que-rien-n-existe-entre-nous-patrice-talon-president-de-republique-du-benin-1451084.html

16 https://rci.fm/deuxiles/infos/Politique/En-visite-en-Mart-inique-le-president-du-Benin-an-nonce-une-liaison-aerienne-avec

17 https://shorturl.at/bptv5

18 https://www.amnesty.org/fr/documents/afr14/7383/2023/fr/

19 https://la1ere.francetvinfo.fr/martinique/le-groupe-bernard-ha-yot-renouvelle-son-mecenat-avec-la-fondation-pour-la-memoire-de-l-escla-vage-1399994.html

20 https://www.fondation-fer.org/membres-et-comite/

21 https://shorturl.at/ktUX6

22 https://www.youtube.com/watch?v=v9wBM4y-0l8&ab_channel=D%C3%A9colonison-sl%27%C3%A9cologie

23 https://www.facebook.com/share/v/LpwrL3mFHGEs9Rqi/?mibex-tid=KsPBc6

24 https://www.youtube.com/watch?v=sx7amTUOQgA

25 https://www.youtube.com/watch?v=8dcM_SHR3Kg

26 https://loopsider.com/fr/video/keziah-nuis-sier-militant-anti-chlordecone-victime-de-violences-polic-ieres-en-martinique

27 https://www.youtube.com/watch?v=ln1IBNXvGtw

28 https://shorturl.at/jTUZ1

29 https://x.com/la1ere/sta-tus/1764999306652823831?s=46

30 https://shorturl.at/HLMO8

31 https://shorturl.at/qwHV7

32 https://www.interieur.gouv.fr/actualites/communiques-de-presse/de-placement-en-martinique-de-gerald-dar-manin-et-marie-guevenoux

33 https://www.reuters.com/world/americas/un-chief-says-ro-bust-force-needed-disarm-haitis-gangs-2023-08-15/

Suite de la page (8)



Jimmy Chérizier porte-parole de « Vivre Ensemble »

Louverture ni d'Hugo Chavez.

La raison : des snipers postés sur les toits des maisons tout autour de l'aéroport sèment la panique dès qu'ils entendent un bruit qu'ils associent à un avion. Ils tirent de partout. A la moindre alerte, ces hommes armés ouvrent le feu. Résultat, tout trafic aérien est suspendu jusqu'à nouvel ordre par les autorités de l'Aviation civile haïtienne depuis ce 29 février 2024. Certes, le gouvernement, en tout cas l'appareil faisant office de gouvernement, a beau instauré un couvre-feu et décrété l'Etat d'urgence sécuritaire sur tout le département de l'Ouest, notamment sur la capitale et ses périphériques, entre 18 heures et 5 heures du matin durant une période de trois jours, puis les a prolongés jusqu'au mercredi 3 avril 2024, il faut bien se rendre à l'évidence que ce n'était pas nécessaire. Et pour cause. Le pays est déjà en mode couvre-feu de fait dans la mesure où personne n'ose s'aventurer dans les rues de Port-au-Prince tant la tension est palpable et les tirs rendant impossible de sortir le jour n'en parlons pas la nuit et ce, depuis trois ans. Alors, couvre-feu et Etat d'urgence sécuritaire ne sont que de leurres, personne n'y fait attention.

L'on cherche surtout à se protéger comme on peut d'une part contre les groupes armés et d'autre part contre la police qui ne fait plus la distinction entre paisible citoyen et les 5 000 évadés de prisons qui vadrouillent dans la ville. D'où les centaines de cadavres qu'on comptabilise tous les jours dans les rues de Port-au-Prince depuis les évasions en masse suite aux attaques des différents Centres carcéraux de la région métropolitaine de Port-au-Prince. Pendant ce temps, la population toute entière a reçu avec indifférence le lundi 11 mars 2024, tard dans la nuit, la déclaration officielle du Premier ministre de la Transition confirmant sa démission qui était déjà annoncée par la quasi-totalité des médias haïtiens se basant sur un article de *Miami Herald* daté du 6 mars 2024 rapportant que la Maison Blanche avait demandé à Ariel Henry, bloqué quelque part dans un hôtel à San Juan, Porto Rico, de démissionner afin de faire de la place à un Conseil présidentiel et un nouveau Gouvernement dont il sera exclu. Un geste qui est, en toute honnêteté, une victoire des groupes armés.

Alors que, depuis les 9, 10, 13 et 14 mars, les principaux pays dit amis d'Haïti : les Etats-Unis, la France, l'Allemagne, l'Union européenne, le Canada, la Suisse, République dominicaine, l'ONU ont procédé à l'évacuation d'une grande partie de leur personnel diplomatique et de leurs ressortissants en Haïti. Enfin, depuis quelques nuits, des hélicoptères immatriculés US marine commencent à acheminer à Port-au-Prince des troupes du Corps des Marines (FAST) basés à Yorktown, en Virginie, prétextant qu'il s'agissait des militaires pouvant assurer la sécurité de l'ambassade et les infrastructures des Etats-Unis en Haïti et de procéder à l'évacuation des ressortissants américains. Est-ce le signe du retour des Marines qui se fait de manière plus discrète envoyés en éclaireur en attendant le vrai débarquement ? Affaire à suivre.

C.C

Niger : le général Tchiani met un vent royal aux USA



Le général de Brigade Abdourahamane Tchiani, président du Conseil National pour la Sauvegarde de la Patrie (CNSP)

Alors qu'une grande délégation américaine était au Niger afin de jouer les dernières cartes et d'assurer la présence de ses troupes sur le sol nigérien, le président de la transition nigérienne n'a pas manqué d'affirmer ses positions anticoloniales en ayant refusé de rencontrer la délégation américaine.

La délégation a quitté le Niger. La délégation américaine est repartie ce jeudi 14 mars de Niamey. Elle n'a pas pu rencontrer le président de la transition, le général Abdourahamane Tchiani. Selon des sources diplomatiques, un rendez-vous a été pris avec le président de la transition, mais finalement n'a pas eu lieu.

La sous-secrétaire d'État américaine chargée de l'Afrique, Molly Phee, foulait le sol nigérien pour la deuxième fois en trois mois. Notamment composée d'une responsable du Pentagone et du commandant en chef du commandement militaire américain pour l'Afrique (Africom), sa délégation devait rester deux jours sur place et des sources diplomatiques affirment qu'un rendez-vous formel avait été pris pour une audience de près de deux heures, le 13 mars, avec le chef du Conseil national pour la sauvegarde de la patrie (CNSP).

Sans réaction de la présidence nigérienne, Molly Phee prolongera son séjour nigérien de 24 heures. Ce jeudi, elle ne rencontrera pourtant pas non plus le général Tiani. Et, là aussi, l'absence d'audience présidentielle ne sera pas justifiée. La délégation américaine est donc repartie sans avoir rencontré le premier responsable de la transition.

Près de huit mois après le coup d'État militaire et depuis le départ des soldats français, le rapprochement entre le Niger et la Russie fait grincer des dents à Washington.

Le général Tchiani a mis les points sur les i. Pas de retour en arrière, pas d'amitié avec les colonisateurs. Une nouvelle voie est ouverte et les Nigériens ne sont pas prêts à revivre le scénario d'avant Tchiani.

PressTv 16 mars 2024

Kim Jong-un a supervisé les exercices de guerre aérienne et appelé à la préparation au combat



Le dirigeant nord-coréen Kim Jong-un a supervisé des exercices de parachutistes, exhortant l'armée nationale à se préparer à la guerre.

Le dirigeant nord-coréen Kim Jong-un a supervisé des exercices de parachutistes, exhortant l'armée nationale à se préparer à la guerre.

Le dirigeant nord-coréen a souligné le vendredi 15 mars l'importance de « l'application de méthodes d'entraînement réalistes et scientifiques » pour « atteindre une efficacité de combat maximale sur les champs de bataille, comme l'exige la guerre moderne ».

Kim s'est dit satisfait de l'état de préparation des troupes nord-coréennes et a ordonné une formation pour faire face à toutes sortes de topographies, de conditions météorologiques, de temps et aux conditions les plus sévères, a rapporté KCNA.

Les exercices militaires nord-coréens ont lieu après les exercices annuels conjoints impliquant la Corée du Sud et les États-Unis qui se sont terminés plus tôt cette semaine.

Le dirigeant nord-coréen a également fait preuve d'une « grande satisfaction » alors que ses soldats aéroportés « ont immédiatement pris en charge les principales cibles militaires ennemies simulées », a indiqué KCNA.

Les troupes ont démontré « leur parfaite capacité de combat pour occuper d'un seul coup la région ennemie une fois l'ordre donné », ajoute le communiqué.

Le rapport de samedi sur les exercices des troupes nord-coréennes intervient quelques jours seulement après que Pyongyang a annoncé que Kim avait testé un « char de combat principal d'un nouveau type » utilisé pendant la guerre, qu'il a décrit comme « le plus puissant au monde ».

Plus tôt cette semaine, Washington et Séoul ont terminé leurs exercices annuels à grande échelle Freedom Shield – impliquant, entre autres, des exercices d'interception de missiles et d'assaut aérien – avec le double du nombre de soldats participants par rapport à 2023.

Les exercices militaires conjoints des États-Unis et de la Corée du Sud ont suscité de sévères critiques de la part de Pyongyang, qui a dénoncé ces exercices comme des « répétitions en vue d'une invasion contre la Corée du Nord ».

En début de semaine, le ministre sud-coréen de la Défense, Shin Won-sik, a visité le Quartier général du commandement de guerre spécial de l'armée lors des exercices Séoul-Washington. *« Si Kim Jong-un mène la guerre, vous devriez devenir l'unité de guerre spéciale la plus puissante au monde, capable d'éliminer rapidement le leadership de l'ennemi »*, a affirmé Shin lors de la visite.

Depuis le début de l'année, Pyongyang a déclaré la Corée du Sud son « ennemi principal », et a menacé d'entrer en guerre avec Séoul pour « ne serait-ce que 0,001 mm » d'infraction territoriale.

French Press TV 16 mars 2024

Philippine : Les travailleurs et travailleuses revendiquent l'augmentation des salaires



La centrale syndicale philippine APTU, dont la majorité des affiliés philippins d'IndustriALL sont membres, revendique auprès du Congrès qu'il adopte la Loi de récupération des salaires (Wage Recovery Act) de 2023. Cela signifierait une augmentation de 150 PHP (2,7 dollars) du salaire journalier pour tous les travailleurs et travailleuses du secteur privé du pays.

Cette loi de récupération des salaires a été déposée en 2023 par Raymond Mendoza, Parlementaire inscrit sur la liste du parti TUCP, afin de lutter contre l'escalade de l'inflation et la baisse des salaires réels.

La centrale syndicale indique que les commissions salariales régionales n'ont pas réussi à aider les travailleurs et travailleuses à voir leurs salaires augmentés en fonction de la hausse de la productivité et du produit intérieur brut. Une augmentation des salaires renforcerait le pouvoir d'achat des travailleurs et travailleuses et réduirait la disette.

Ce 29 février, vingt membres de l'APTU se sont rassemblés devant le Congrès lorsque le projet de loi a été déposé. Il est prévu que le Congrès tienne trois autres séances et qu'une commission bicamérale soit mise en place pour rassembler les projets de loi et décider du montant, après quoi le Président philippin approuvera ces projets de loi ou y opposera son veto.

Les syndicats du pays continueront à plaider en faveur de salaires plus élevés pour les travailleurs et travailleuses philippins. Le syndicat ALU salue les initiatives actuelles visant à centrer les discussions au plan national sur ce qui importe pour les Philippins en difficulté.

« Le salaire net des travailleurs et travailleuses doit être suffisant pour permettre à leur famille d'au moins acquérir les produits alimentaires et non alimentaires de base. Aux Philippines, les salaires minimums journaliers restent inférieurs au seuil de pauvreté. On s'est habitué à de petites réductions de l'écart salarial. Mais nous continuons à défendre les droits fondamentaux des travailleurs et travailleuses, au Congrès, dans les commissions salariales, dans les secteurs et dans les entreprises », a déclaré Eva Arcos, Vice-présidente nationale de l'ALU.

« Prévoir une augmentation générale des salaires n'est pas seulement une question économique, mais aussi une question de justice sociale. Elle permet aux travailleurs et travailleuses de faire face, d'une manière ou d'une autre, aux inégalités du système économique et d'affirmer leurs droits politico-économiques », a pour sa part indiqué Darius Guerrero, Secrétaire national du syndicat PTGWO.

IndustriALL soutient cette initiative législative, car les travailleurs et travailleuses philippins sont durement touchés par la flambée des prix consécutive à la pandémie de Covid-19 et aux tensions géopolitiques.

Ramon Certeza, Secrétaire régional d'IndustriALL pour l'Asie du Sud-Est, a déclaré : *« Nous continuerons à soutenir nos affiliés dans l'élaboration d'un plan d'action national visant à atteindre non seulement ce salaire minimum, mais aussi la notion de salaire vital »*.

IndustriALL 12 mars 2024

Venezuela : Nouvelle tentative d'assassinat de Nicolas Maduro !

Le procureur général Tarek Wiliam Saab a dénoncé mercredi une nouvelle tentative d'assassinat du président de la République après l'arrestation de deux personnes qui cherchaient à assassiner le président du Venezuela, Nicolas Maduro.

Lors d'une conférence de presse, Saab a déclaré que les deux individus ont été arrêtés à Maturin le 11 mars pour avoir publié des menaces contre le président Maduro.

Les personnes arrêtées sont Whillfer José Piña Azuaje et Renzo Estibenz Flores, et sont membres d'une organisation, organisation politique : Cause R.

On a saisi sur Renzo Flores un téléphone cellulaire dans le lequel on a découvert des conversations qui mentionnent des groupes d'individu cagoulés armés.

Il a affirmé qu'il connaissait Whillfer Piña depuis quelques huit mois et que celui-ci lui avait parlé d'un plan organisé avec d'anciens camarades de l'académie militaire. Selon le procureur général, Piña a publié sur WhatsApp, le message suivant : *« Maduro mourra, à Maturin. »*

Après avoir perquisitionné le téléphone à partir duquel cette menace avait été publiée, les experts ont trouvé une conversation avec Flores dans laquelle est mentionné un groupe d'individus cagoulés armés. Dans cet échange, Piña dit à Flores : *« fais-le avec une cagoule, armée, et préviens tes gens. »*

Ce plan consistait à recruter 50 militaires pour prendre un petit char d'assaut et le parc d'armes d'une enceinte militaire afin de réaliser un coup d'État. *« À ceux qui pensent qu'arrêter ses individus, parce qu'ils ont menacé*



Le président Nicolas Maduro

la vie du président, et tu ne mesurais excessive, je rappelle le long historique d'arrestation de condamnation aux États-Unis, pour des menaces contre les différents présidents du pays, » a déclaré Saab.

Le 11 mars dernier, le président Nicolas Maduro s'est rendu à Maturin où il a participé à une manifestation de masse et diffusé son émission télévisée hebdomadaire Avec Maduro et il est établi que les organisateurs de cette attaque étaient au courant de cette information. « Cela correspond à un même plan, un même chef, un même auteur intellectuel et matériel à l'intérieur et hors du pays, sans aucun doute, », a ajouté le procureur.

Piña et Florès sont accusés des débits de conspiration, d'association de malfaiteurs et de tentative d'assassinat du président de la République.

Les États-Unis seraient impliqués dans les plans d'assassinat de Nicolas Maduro

Le ministre des relations extérieures, du Venezuela, Yván Gil, a dénoncé mardi les liens supposés de secteurs du Gouvernement des États-Unis (USA) avec la défense de ceux qui sont impliqués dans les plans d'assassinat du président du pays Nicolas Maduro.

Sur son compte sur les réseaux sociaux, le chancelier vénézuélien a montré un message du porte-parole nord-américain Brian Nichols, sous-secrétaire du département d'État des États-Unis pour les affaires de l'hémisphère occidental, dans lequel il défend ouvertement des dirigeants et des représentants de l'opposition politique impliqués par la justice du Venezuela dans des actes de terrorisme et de graves délits.

Dans son message, le fonctionnaire étasunien plaide pour la libération du citoyen Émill Brandt, de Rocío San Miguel et d'autres individus objets d'une enquête de la justice vénézuélienne en affirmant que toute leurs publications sur les réseaux sociaux, il les a rédigées lui-même, de sa propre main.

Le chancelier, Yvan Gil a prévenu que les commentaires du haut fonctionnaire du Gouvernement des États-Unis sont une révélation des mauvaises intentions de Washington et mettent à nu son implication dans le plan pour assassiner le président vénézuélien. *« La défense obstinée et honteuse de personnes qui ont cherché à créer le chaos, la destruction et la mort au Venezuela a choqué la dignité de notre peuple qui a vaincu toute conspiration dignement et courageusement. L'empire, et ses laquais qui ont de grands noms n'ont rien pu et ne pourront rien. Nous, nous vaincrons ! »* a ajouté Yván Gil en réponse à l'ingérence du fonctionnaire des États-Unis.

Telesurtv 13 mars 2024
Traduction Françoise Lopez
Bolivar Infos 14 Mars 2024

L'ALBA TCP exprime sa solidarité avec le peuple haïtien !

L'organisation a indiqué que la situation complexe du pays « *mérite une attention immédiate et une aide internationale pour la population* ».

A travers une déclaration publiée à Caracas le 5 mars 2024, les États membres de l'Alliance bolivarienne pour les peuples de notre Amérique-Traité commercial des peuples (ALBA-TCP) ont manifesté leur préoccupation face à la situation en Haïti et ont rejeté l'interventionnisme dans ce pays pour résoudre la situation de crise et d'insécurité.

L'organisation a indiqué que « *la situation complexe mérite une attention immédiate et une aide internationale pour la population, son bien-être et son développement étant les principales raisons de toute action envisagée aujourd'hui en Haïti* ».

Cependant, il a souligné qu'il a réaffirmé « *que l'interventionnisme a historiquement représenté un échec pour le développement du bien-être économique et social du peuple haïtien, et en ce sens, ils exhortent à ne pas répéter les erreurs du passé, compte tenu des graves conséquences* » histoire d'interventions étrangères que ces deux maux structurels ont causé à l'intégrité de cette nation.



En ce sens, le document souligne que « à travers des mécanismes de coopération et de solidarité efficaces, le respect de la souveraineté et de l'autodétermination des peuples, du droit international et la garantie des droits fondamentaux de la population en Haïti, il sera possible de « *contribuer à ce que cette République sœur sorte de la situation difficile qu'elle traverse.* »

Par ailleurs, ils précisent que les pays membres « *ont suivi de près les efforts menés par la Caricom* ».

Enfin, l'ALBA-TCP a réaffirmé « son soutien à la souveraineté, à l'indépendance, à l'histoire révolutionnaire et à l'autodétermination du peuple haïtien afin que, à travers la coopération et la solidarité internationales et engagés dans la Proclamation de l'Amérique latine et des Caraïbes comme espace de paix, nous pouvons garantir que nos frères et sœurs haïtiens puissent retrouver la paix, la dignité et le bien-être qu'ils méritent.

Classified Directory

Tel: 718-421-0162
editor@haitiliberte.com

Post CLASSIFIED ADS online for FREE at Haitiliberte.com

ATTORNEY

INJURED IN AN ACCIDENT? Don't Accept the insurance company's first offer. Many injured parties are entitled to major cash settlements. Get a free evaluation to see what your case is really worth. 100% Free Evaluation. Call Now: 1-888-454-4717. Be ready with your zip code to connect with the closest provider

HEALTH

HEARING AIDS!! High-quality rechargeable, powerful Audien hearing aids priced 90% less than competitors. Tiny and NEARLY INVISIBLE! 45-day money back guarantee! 855-598-5898

HEALTH

ATTENTION OXYGEN THERAPY USERS! Discover Oxygen Therapy That Moves with You with Inogen Portable Oxygen Concentrators. FREE information kit. Call 888-514-3044

HEALTH

VIAGRA and CIALIS USERS! 50 Pills SPECIAL $99.00 FREE Shipping! 100% guaranteed. CALL NOW! 855-413-9574

HELP WANTED

Haïti Liberté is looking to hire a Wordpress specialist (or someone willing to be trained) with a working knowledge of French, Kreyòl, and English and a sense of design to help with the regular update and maintenance of its website. Send résumés to: editor@haitiliberte.com; or call 718-421-0162

HELP WANTED

Driver with a vehicle needed for Wednesday newspaper deliveries. Routes available in New York & Miami. Call 718-421-0162.

HOME IMPROVEMENT

BATH & SHOWER UPDATES in as little as ONE DAY! Affordable prices - No payments for 18 months! Lifetime warranty & professional installs. Senior & Military Discounts available. Call: 866-393-3636

MISCELLANEOUS

DIRECTV Sports Pack - 3 Months on Us! Watch pro and college sports LIVE. Plus over 40 regional and specialty networks included. NFL, College Football, MLB, NBA, NHL, Golf and more. Some restrictions apply. Call DIRECTV 1-888-534-6918

TRAVEL SERVICES

SAVE ON YOUR TRAVEL PLANS! Up to 75% More than 500 AIRLINES and 300,000 HOTELS across the world. Let us do the research for you for FREE! Call: 877 988 7277

TV INTERNET PHONE

Get DISH Satellite TV + Internet! Free Install, Free HD-DVR Upgrade, 80,000 On-Demand Movies, Plus Limited Time Up To $600 In Gift Cards. Call Today! 1-866-782-4069

En Palestine: la puissance du Droit… si les autorités l'appliquaient!



« L'occupant n'a aucun droit. Il n'a que des devoirs », dixit Me Monique Chemillier-Gendreau. Chronique de l'occupation quotidienne de la Palestine par Israël et de la légitime résistance qu'elle provoque.

Par Daniel Vanhove

Beaucoup de citoyens sont déçus voire dégoûtés de constater à quel point leur appartenance à ce qu'ils pensaient être des États exemplaires en termes de démocraties ne se vérifie pas dès lors que des intérêts supérieurs – et souvent cachés – sont à la manœuvre. Et cela jusqu'au sommet des institutions qu'ils croyaient être au-dessus de tout soupçon. Au point que même les plus hautes instances des Nations-unies sont vues aujourd'hui avec la plus grande méfiance, quand elles ne sont pas dénoncées comme devant être dissoutes.

Cela ne présage en aucun cas d'une avancée, d'un progrès de nos sociétés, bien au contraire. Qu'il faille en modifier les composantes et le fonctionnement est souhaitable, sinon nécessaire. Et quoi de plus normal dans un monde en constante évolution. Mais crier à la dissolution de ce qu'il a fallu des décennies à mettre en place ne paraît pas être une bonne décision et appartient plutôt à une sorte de démagogie facile qui ne résout rien, au final.



En 2020, Me Monique Chemillier-Gendreau publie « Pour un conseil mondial de la Résistance » où elle « propose les bases concrètes pour un monde nouveau, solidaire et plus juste. »

L'Histoire n'est pas (encore) terminée, comme l'ont annoncé plusieurs chercheurs dont le dernier en date, le politologue américain Francis Fukuyama dans un Essai de 1992 – 'The End of History and the Last Man' – lors de la chute du Mur de Berlin suivi de l'effondrement de l'URSS, qui selon lui, annonçaient que la démocratie libérale ainsi que l'économie de marché ne rencontreraient plus d'obstacles, et que les guerres seraient de plus en plus improbables. L'on a pu voir, depuis ces trente dernières années, qu'on est loin, bien loin de telles prophéties.

Ainsi, voici une intervention magistrale dans l'une des situations les plus effroyables du moment: le génocide auquel nous assistons à Gaza en tant que civils désemparés et souvent frustrés de n'avoir aucun moyen de contraindre le régime responsable de ces atrocités, au respect du Droit international pourtant souvent évoqué par nos autorités, mais toujours en fonction de ce qui les arrange, eux et leurs maîtres.

Monique Chemillier-Gendreau

Pour un Conseil mondial de la Résistance



Le 26 février Me Monique Chemillier Gendreau est intervenue à la Cour Internationale de justice à La Haye. Pendant une vingtaine de minutes, loin des caméras et du show habituel, déploie à la limite de l'âpreté parfois, un argumentaire absolument imparable à l'encontre des autorités israéliennes et de leurs pratiques criminelles vis-à-vis des Palestiniens depuis des décennies.

Il y a quelques jours, à La Haye, la Cour internationale de Justice (CIJ) qui poursuit ses travaux suite au dossier introduit par l'Afrique du Sud contre les pratiques du régime israélien, a demandé des avis consultatifs sur les conséquences juridiques découlant des politiques et pratiques d'Israël dans les Territoires palestiniens occupés.

A l'opposé de nombreuses interventions souvent vagues sinon douteuses du personnel politico-médiatique en général – où le président Macron lui-même s'est une nouvelle fois illustré jeudi soir dans sa mise en scène télévisée aussi mensongère qu'inutile – voici la plaidoirie exemplaire de Me Monique Cheviller Gendreau, qui pendant une vingtaine de minutes, loin des caméras et du show habituel, déploie à la limite de l'âpreté parfois, un argumentaire absolument imparable à l'encontre des autorités israéliennes et de leurs pratiques criminelles vis-à-vis des Palestiniens depuis des décennies.

La précision des mots et des termes utilisés donnent à son intervention une puissance d'une rareté qu'il convient de souligner, et son raisonnement d'une clarté éclatante met au pied du mur les autorités compétentes en vue de l'application de ce Droit international pourtant tellement bafoué par le régime d'apartheid israélien et tous ceux qui le soutiennent impunément, tout au moins, jusqu'à ce jour.

Les suites nous diront si le Droit international retrouvera ses lettres et la place qu'il convient et si, enfin, il prévaudra sur toute autre considération, dans un monde où la paix ne pourra s'établir sans que la justice n'y ait la primauté.

Daniel Vanhove –

Afrique Asie 16 mars, 2024



Gade anba a pou Sit Preparasyon Taks Gratis nan Vil New York ki gen èd disponib an kreyòl ayisyen.

THE BRONX

Ariva at Spring Bank*
69 E. 167th St., 2nd Floor, Bronx, NY 10452
Walk-in. Call (718) 292-2983.
Hours: Tue-Fri: 12 p.m. - 7 p.m.

BROOKLYN

Grow Brooklyn at Brooklyn Borough Hall — Office of Brooklyn Borough President*
209 Joralemon St., 3rd Floor, Brooklyn, NY 11201
By appointment only. Call (347) 502-6804.
Hours: Mon, Wed, Fri: 10 a.m. - 4 p.m.

Grow Brooklyn at Crown Heights Library*
560 New York Ave., Brooklyn, NY 11225
By appointment only. Call (347) 502-6804.
Hours: Fri, Sat: 10 a.m. - 4 p.m.

Grow Brooklyn at MetroPlusHealth — Flatbush*
2221 Church Ave., Brooklyn, NY 11226
By appointment only. Call (347) 502-6804.
Hours: Fri: 10 a.m. - 5 p.m.

Grow Brooklyn at Brownsville Partnership*
519 Rockaway Ave., Brooklyn, NY 11212
By appointment only. Call (347) 502-6804.
Hours: Tue, Thu: 11 a.m. - 5 p.m.;
Sat: 11 a.m. - 4 p.m.

Grow Brooklyn at Homecrest Community Services*
6915 15th Ave., Brooklyn, NY 11228
By appointment only. Call (347) 502-6804.
Hours: Sun: 11 a.m. - 5 p.m.

Grow Brooklyn at Office of Council Member Alexa Avilés*
4417 4th Ave., Brooklyn, NY 11220
By appointment only. Call (347) 502-6804.
Hours: Fri: 10 a.m. - 5 p.m.

Grow Brooklyn at Preparation Hub*
275 Flatbush Ave. Extension, Brooklyn, NY 11201
By appointment only. Call (347) 502-6804.
Hours: Tue-Fri: 12 p.m. - 9 p.m.;
Sat, Sun: 10 a.m. - 4 p.m.

Grow Brooklyn at Riseboro — Broadway*
1875 Broadway, Brooklyn, NY 11207
By appointment only. Call (347) 502-6804.
Hours: Thu: 11 a.m. - 7 p.m.

Grow Brooklyn at Rugby Library*
1000 Utica Ave., Brooklyn, NY 11203
By appointment only. Call (347) 502-6804.
Hours: Tue: 2 p.m. - 6 p.m.; Sat: 10 a.m. - 4 p.m.

Grow Brooklyn at St. John's Bread & Life*
795 Lexington Ave., Brooklyn, NY 11221
By appointment only. Call (347) 502-6804.
Hours: Sat, Sun: 12 p.m. - 6 p.m.

Met Council at Office of Council Member Mercedes Narcisse*
5827 Flatlands Ave., Brooklyn, NY 11234
By appointment only. Call (212) 453-9532 Ext. 8532.
Hours: Wed: 9 a.m. - 5 p.m.; Fri: 9 a.m. - 3 p.m.

*Sit sa yo aksesib pou chèz woulant.
Ale nan nyc.gov/taxprep pou enfòmasyon ki pou resan yo.